



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)

22102

Consultant: Mr. Victor N'DIAYE

Backstop.Off.: Mr. Allai

**I. Les défis**

**II. Le diagnostic global**

**III. Le diagnostic par filière**

**IV. Le diagnostic par pays**

**V. Enjeux, défis et contraintes**

**VI. La politique industrielle commune**

*Ce chapitre présente un scanning rapide de l'industrie des différents pays de l'UEMOA. Il est largement basé sur un certain nombre d'études qui ont été faites dans le cadre de l'intégration, en particulier les études du Programme d'Appui Régional à l'Intégration des pays de l'UEMOA (Etudes PARI).*

*Il n'a pas vocation à une exhaustivité sur la situation concurrente des pays, mais permet d'identifier quelques axes clés sur la Politique Industrielle Communautaire en cours d'élaboration.*

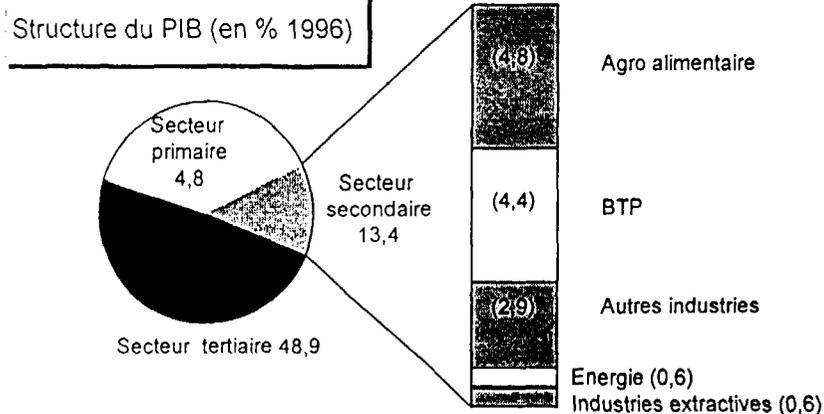
*Il soulève par ailleurs quelques problématiques qui devront être éclairées et approfondies dans le cadre des ateliers nationaux.*

*Le diagnostic de l'industrie des différents pays de l'UEMOA est structuré autour de 5 axes:*

- La panorama général de l'industrie
- Le niveau d'intégration à l'économie sous-régionale
- Le taux d'utilisation des capacités industrielles dans les principaux secteurs
- L'impact du TEC sur les produits industriels (pour les pays pour lesquels cette analyse est disponible, c'est à dire tous les pays à l'exception du Niger, du Mali et de la Guinée Bissau.
- Les principaux axes de la politique industrielle nationale

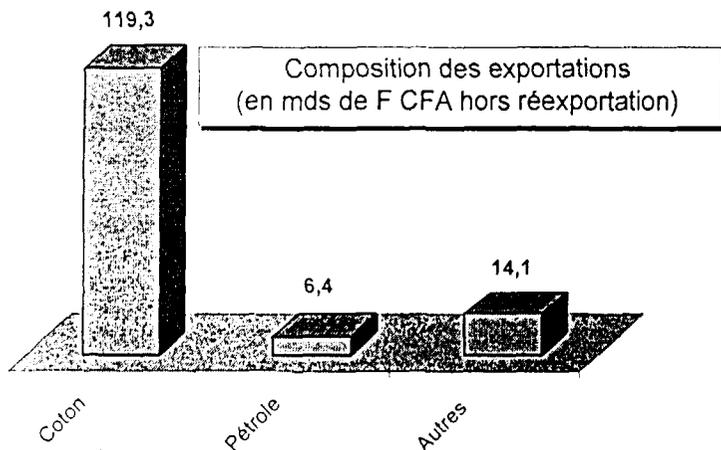
**Le Bénin présente une industrie faible et peu diversifiée, ce pays jouant un rôle marqué de centre de transit du commerce régional.**

Un secteur secondaire faible dominé par l'agro-alimentaire et le BTP

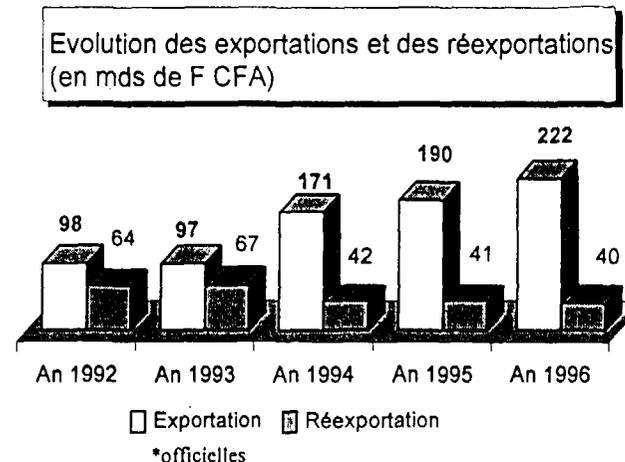


Source : Centre d'Etudes et de formations aux Technologies Economiques  
Etudes PARI 1996

Une grande dépendance vis à vis du coton qui constitue 85,6% des ressources liées à l'exportation



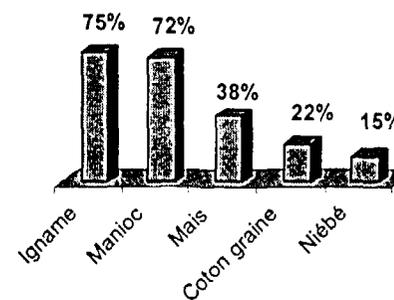
Le poids important des réexportations\* s'est fortement atténué à partir de 1994



Source : FMI Staff Report, Janv 1996

Un important potentiel agro-alimentaire

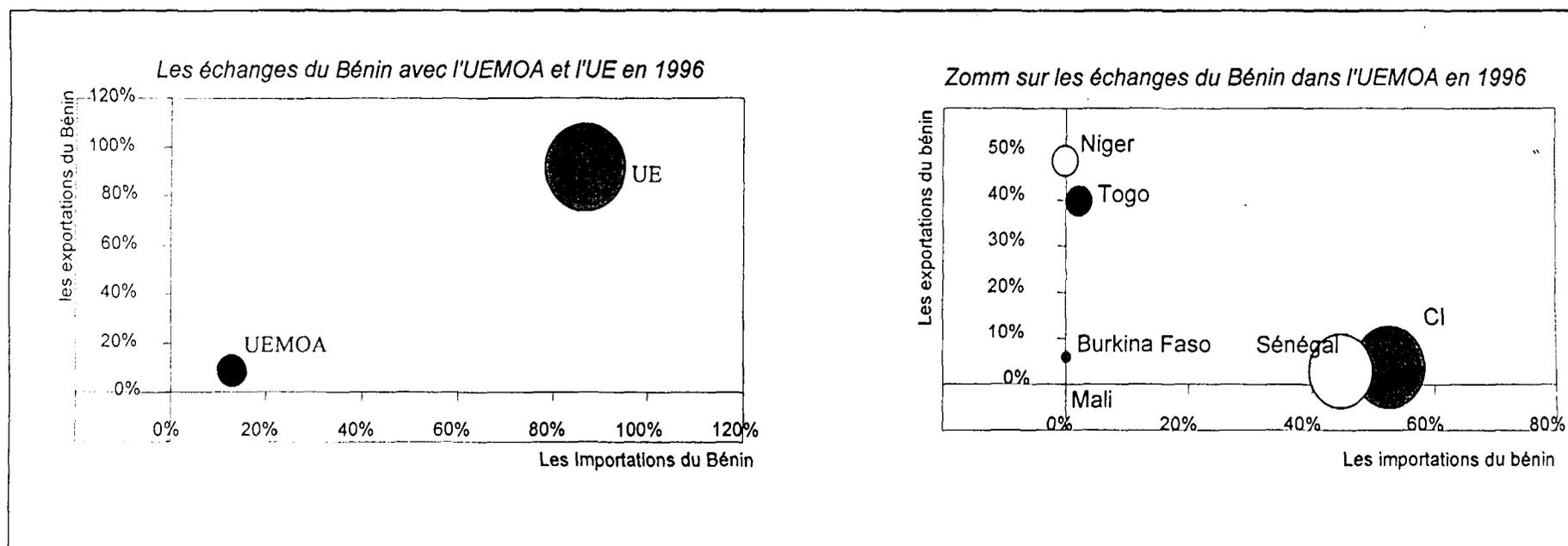
Part du Bénin dans la production de l'UEMOA



Source : La Zone Franc, Rapport annuel 1997

***L'économie béninoise est essentiellement orientée vers le Nigeria et l'Union Européenne.***

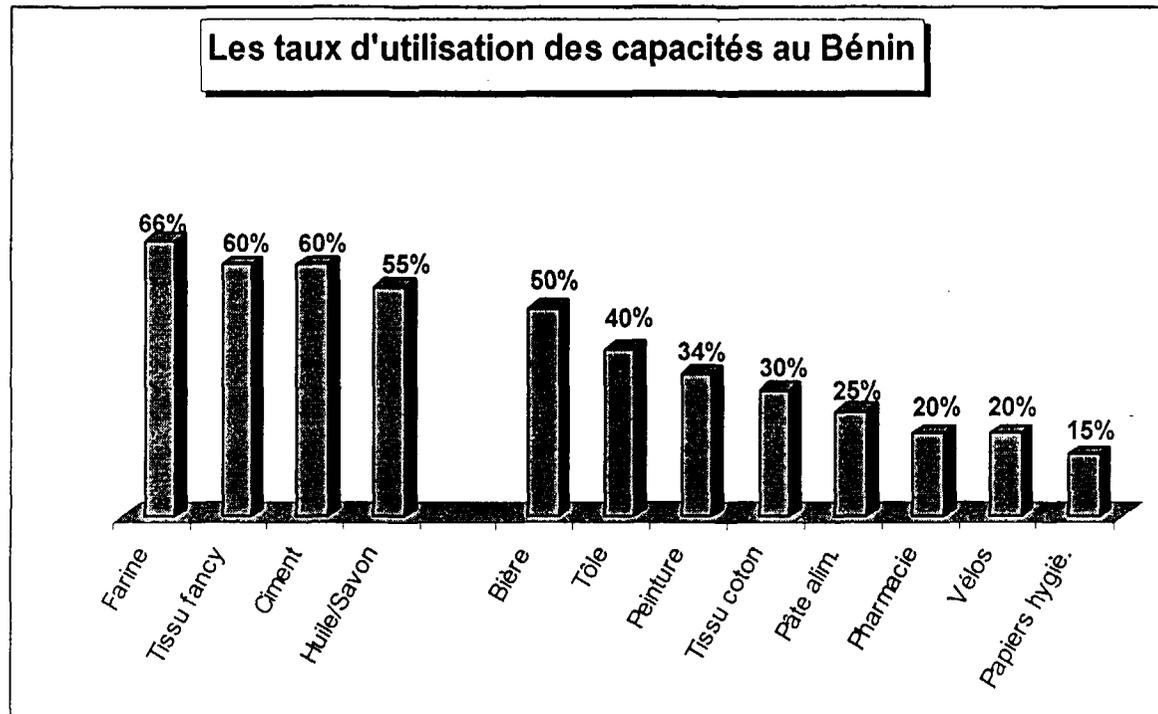
- Malgré l'absence de statistiques, le Nigeria représente le premier partenaire commercial du Bénin, du fait d'un volume élevé d'échanges frontaliers (formels ou informels)
- L'Union Européenne représente plus de 80% des échanges officiels internationaux.
- Les relations commerciales avec le Bénin et les autres pays de l'Union demeurent faibles (5% des exportations et 6% des importations).



Source : Etudes PARI

**Les capacités industrielles sont très faiblement utilisées.**

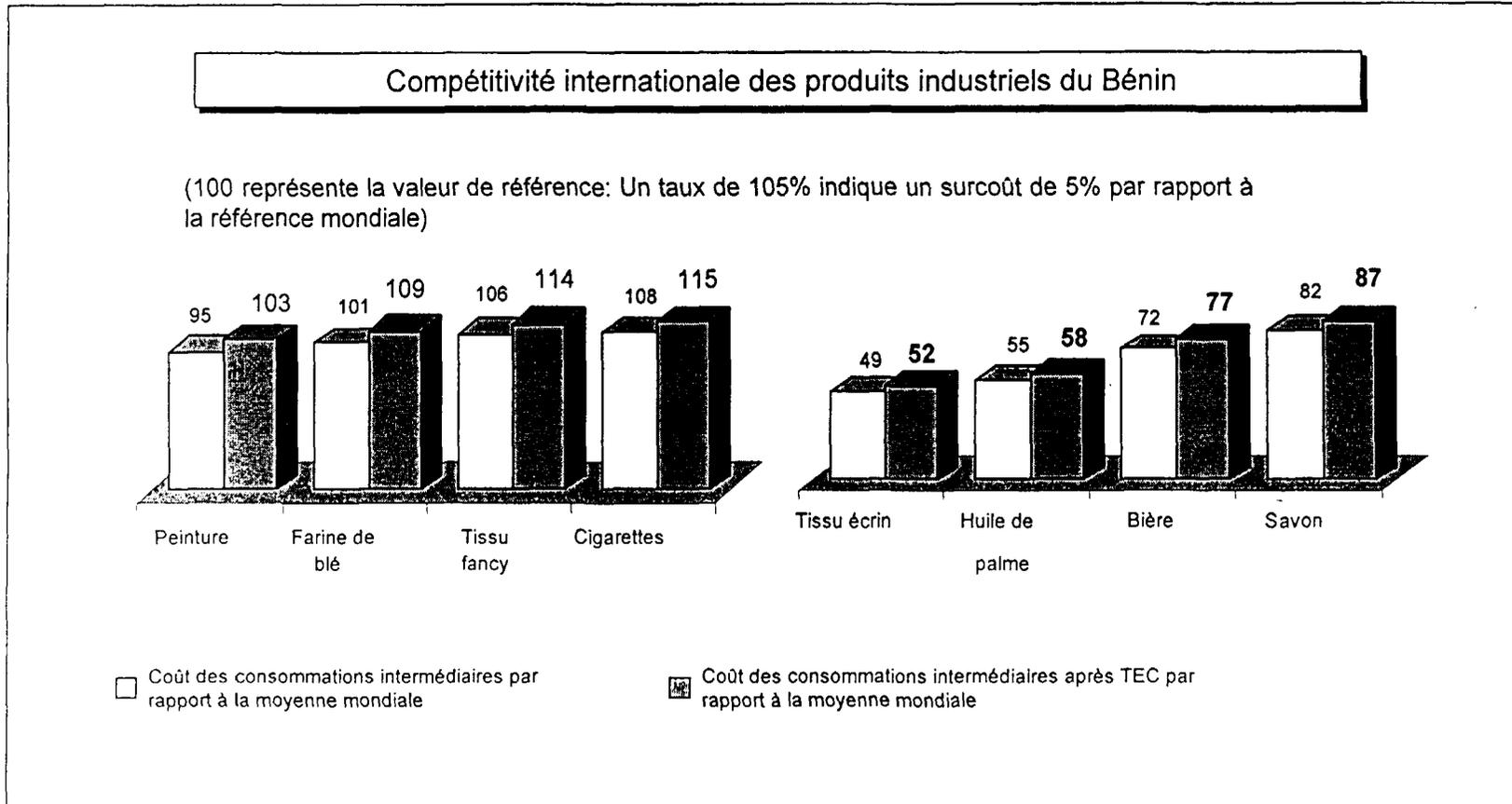
- En 1996, le taux moyen d'utilisation des capacités est de 29%.
- Plus de 2/3 des filières tournent à moins de 50% de leurs capacités.



Source: UEMOA: "Projet d'orientation en vue de la définition d'une politique industrielle commune" (1997).

### Le TEC détériore la compétitivité de la plupart des produits industriels du Bénin\*

> 4 secteurs paraissent les plus menacés : les cigarettes, le tissu Fancy, la farine de blé et la peinture.



Sources : Programme d'appui régional à l'intégration des pays de l'UEMOA 1996

> **Une politique industrielle peu ciblée et ayant peu d'impact**

⇒ il ne ressort pas de priorités claires au niveau des filières

⇒ de multiples mécanismes d'accompagnement sont prévus, sans véritable priorité.

**Les filières prioritaires**

- ❶ La transformation et la conservation des produits agricoles, d'élevage et de la pêche
- ❷ La filière textile (avec un objectif d'intégration)
- ❸ Les matériaux locaux de construction
- ❹ Les industries pharmaceutiques
- ❺ les ressources animales
- ❻ La transformation des ressources minières
- ❼ La production de petits équipements industriels et de biens intermédiaires

**Les politiques d'accompagnement**

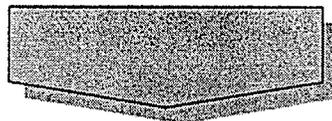
- ❶ La création de domaines industriels
- ❷ L'amélioration de l'environnement réglementaire des entreprises
- ❸ La promotion des exportations
- ❹ La mise en place d'un dispositif de financement
- ❺ Le renforcement du dispositif institutionnel de promotion des entreprises
- ❻ L'adaptation et l'amélioration des technologies
- ❼ La promotion de la recherche
- ❸ L'amélioration du système juridique et judiciaire
- ❹ La création d'une structure de normalisation et contrôle de qualité

> Cependant, on note depuis le début des années 90, une redynamisation du secteur privé

## **Constats globaux et enjeux de la Politique Industrielle Communautaire**

### **4 Constats globaux**

- ⇒ Un tissu industriel faible, peu diversifié et fortement menacé dans le cadre du TEC
- ⇒ Une très faible intégration à l'UEMOA, l'économie étant essentiellement orientée vers le Nigeria et l'Union Européenne
- ⇒ Une industrie agro-alimentaire dominante, mais encore très faible en regard des potentialités (coton, céréales, huile de palme,...)
- ⇒ Depuis 1990, une redynamisation des structures du secteur privé (Patronat, Chambre de Commerce, Centre de Promotion des PME-CEPEPE,...)

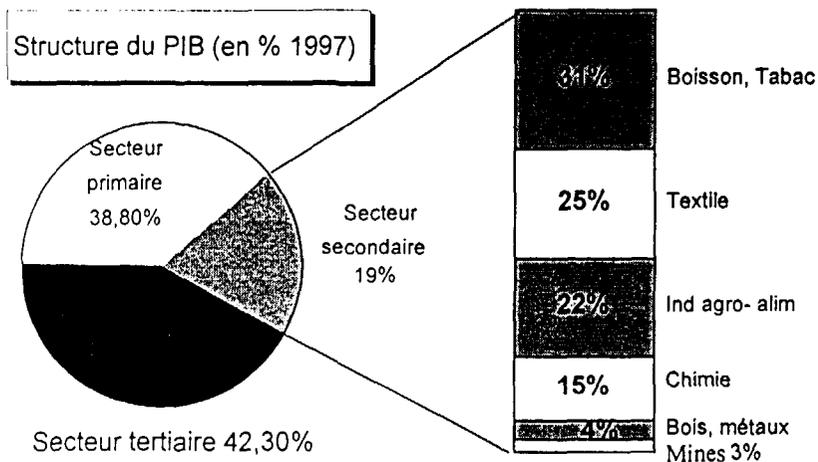


### **4 enjeux clés pour l'industrie du Bénin dans le cadre d'une Politique Industrielle Communautaire**

- ⇒ La valorisation des ressources agro-alimentaires
- ⇒ Une meilleure pénétration du marché régional
- ⇒ Une fonction de plate-forme d'exportation de l'UEMOA vers le Nigeria
- ⇒ Une attractivité accrue pour les investisseurs étrangers

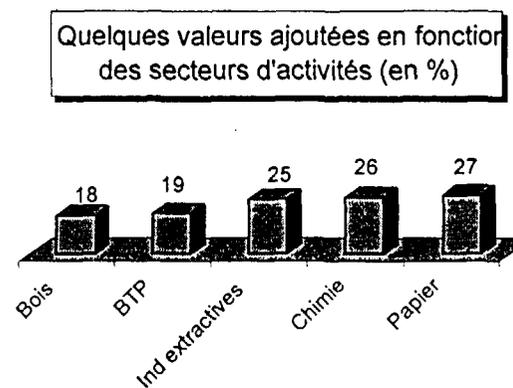
**Un secteur industriel relativement développé et largement dominé par l'agro-alimentaire et le textile.**

**Un PIB industriel largement dominé par l'agro-alimentaire**



Sources : Estimation à partir des «statiscal tables : Burkina Faso »  
FMI, 1997 Table 10, Rapport zone franc 1997

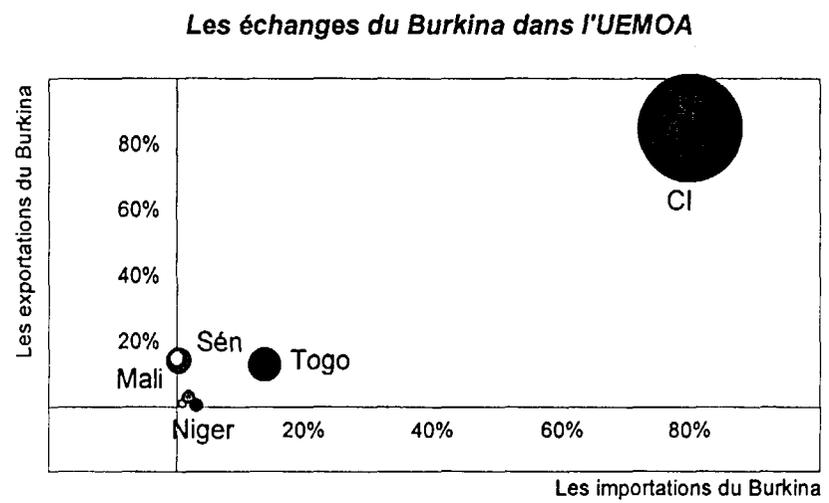
**Une valeur ajoutée souvent faible des filières**



Sources : Programme d'appui régional à l'intégration des pays de l'UEMOA 1996

### Le Burkina est fortement lié à l'économie ivoirienne.

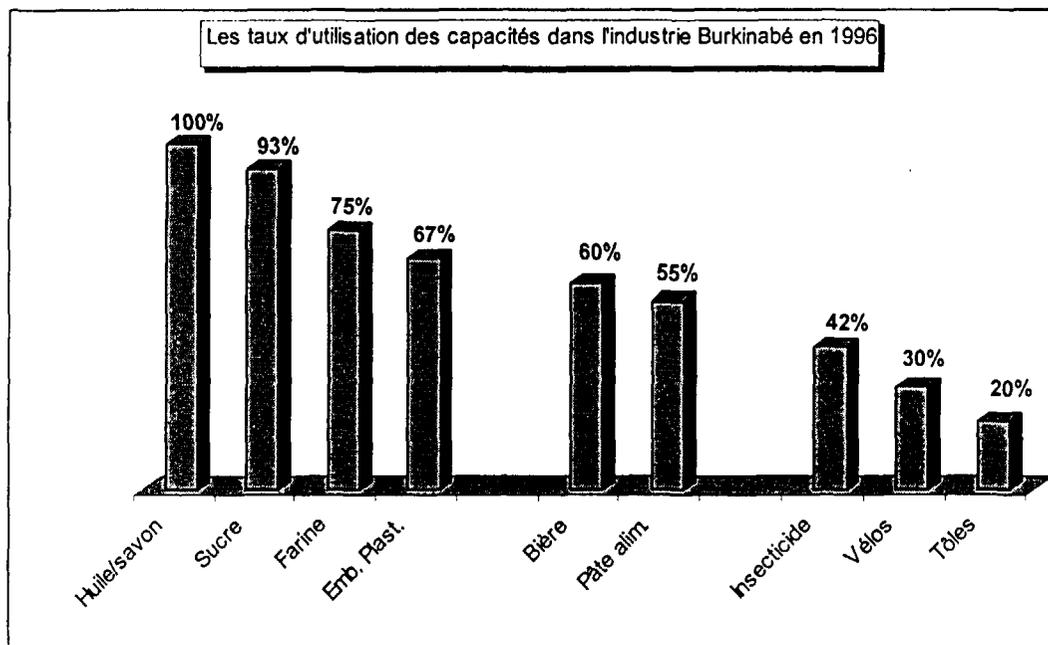
- Au sein de l'UEMOA la Cote d'Ivoire représente 92% des importations et 66% des exportations du Burkina Faso.



Sources : Programme d'appui régional à l'intégration des pays de l'UEMOA 1996

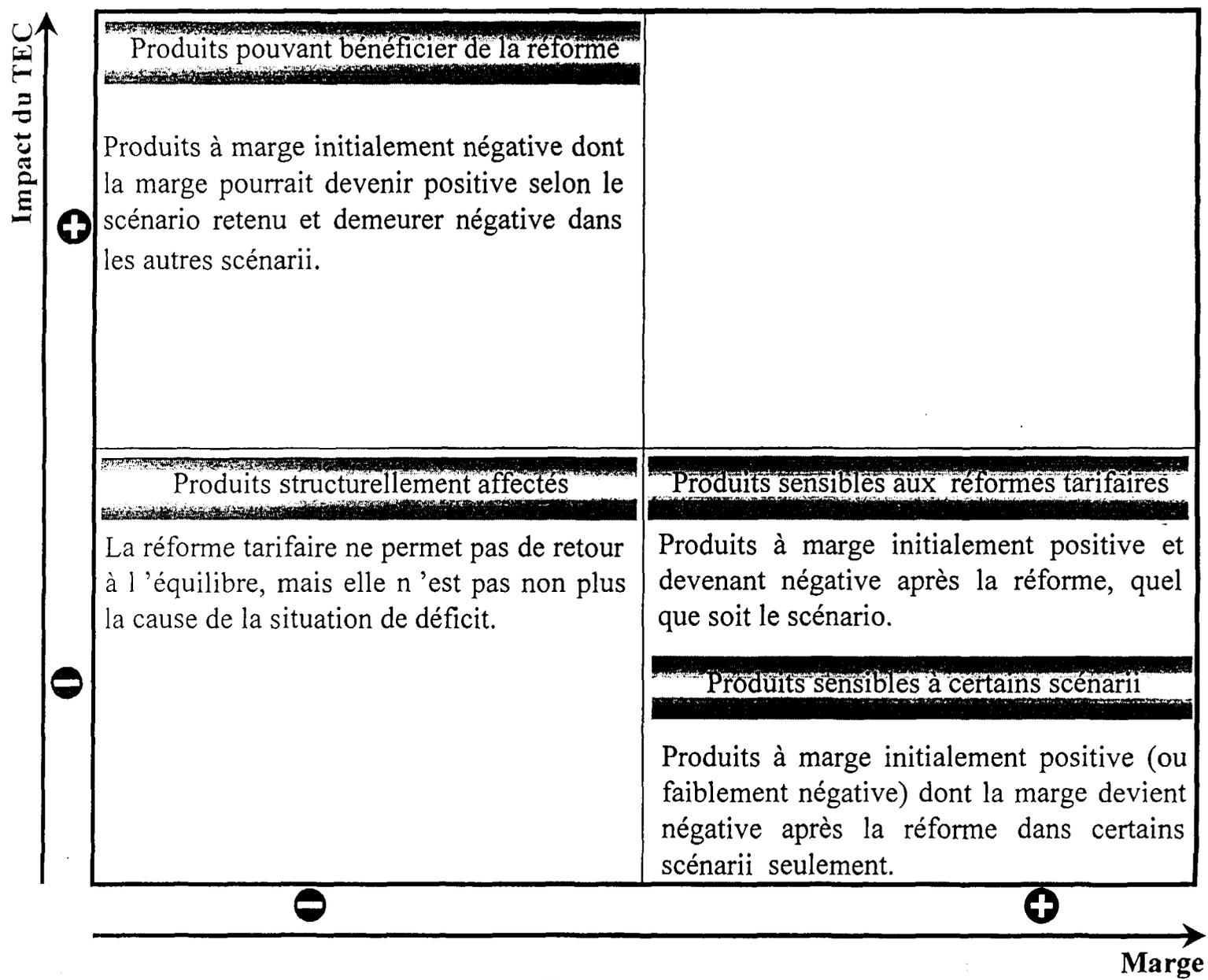
**Les capacités industrielles faiblement utilisées sont surtout liées à la faiblesse du marché national.**

- En 1996, le taux moyen d'utilisation des capacités se situe à 50%.
- Les faibles taux d'utilisation concernent essentiellement les industries de soutien (insecticides, tôles) ou de biens d'équipement (vélos).



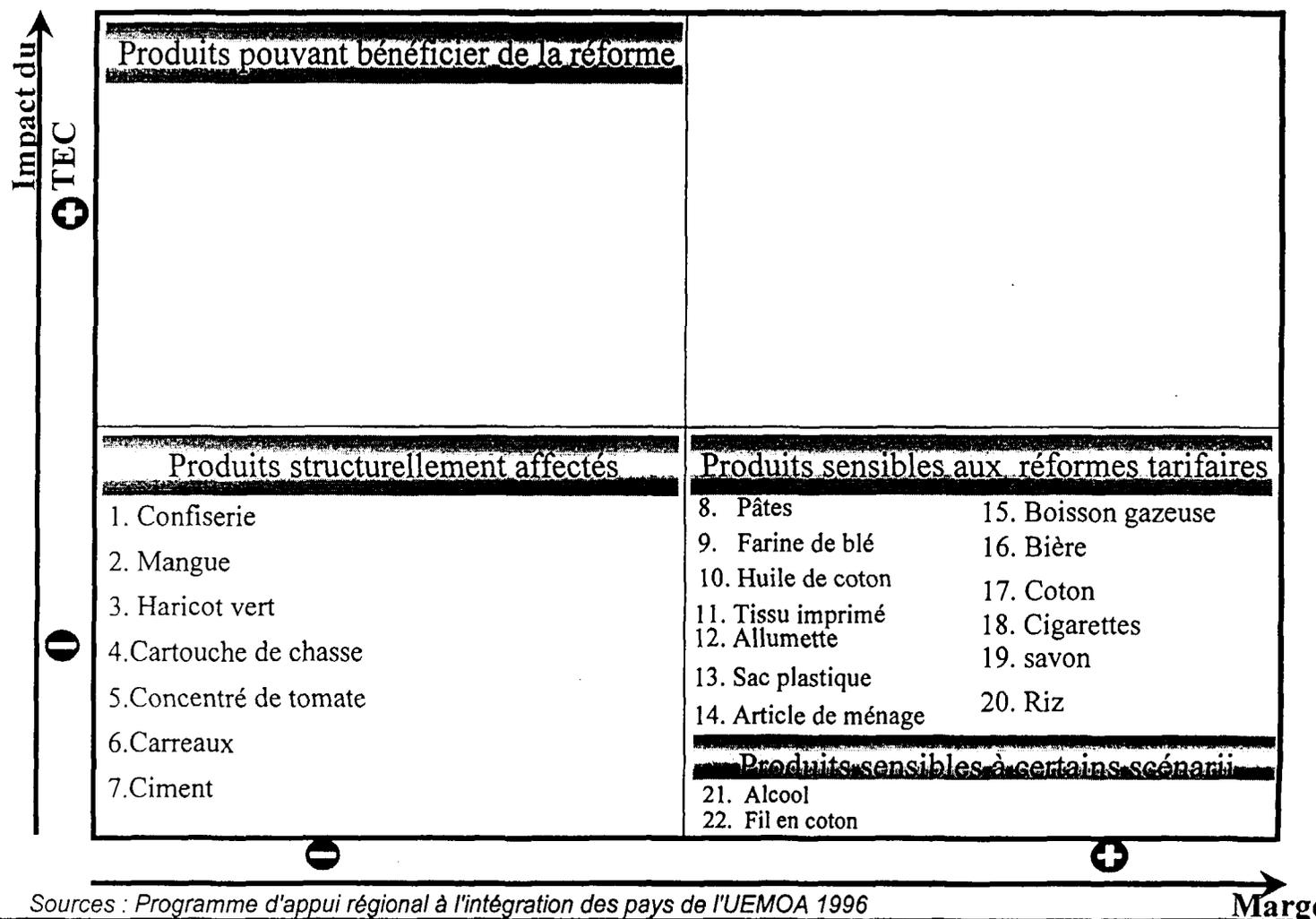
Source: UEMOA: "Projet d'orientation en vue de la définition d'une politique industrielle commune" (1997).

*L'impact du Tarif Extérieur Commun (TEC) a été analysé suivant la matrice suivante.*



**Le tissu industriel burkinabé apparaît faiblement compétitif et fortement menacé par la mise en place d'un TEC**

- 7 produits principalement agro-alimentaire et matériaux de construction non compétitifs structurellement
- 15 autres produits (agro-alimentaire, textile, emballages) pourraient le devenir suite à la mise en place d'un TEC
- Par contre, aucun produit ne renforce sa compétitivité au fait de la mise en place de TEC.



*Le Burkina Faso a élaboré une stratégie de développement industriel visant à développer 8 filières prioritaires, avec une identification détaillée des projets à mettre en œuvre.*

### Les filières prioritaires

- ❶ le coton
- ❷ les céréales
- ❸ les fruits et légumes
- ❹ les oléagineux
- ❺ les ressources animales
- ❻ les fabrications et ouvrages de métaux
- ❼ les polymères (caoutchouc et plastique)
- ❽ les carrières et matériaux de construction

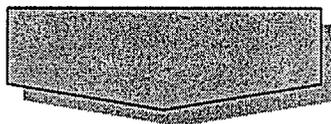
### Les politiques d'accompagnement

- ❶ Réunir les organismes d'appui au secteur privé dans une structure unique de coordination
- ❷ Etudier l'opportunité de créer un centre d'affaires regroupant les différents organismes d'appui au secteur privé
- ❸ Développer des structures d'aide aux PMI (Centres de gestion agréés) assurant une formation comptable minimale, la réalisation d'évaluation de projet, conseil, ...

## **Constats globaux et enjeux de la Politique Industrielle Communautaire**

### **4 Constats globaux**

- ⇒ Un secteur industriel relativement développé, avec un appui marqué de l'Etat
- ⇒ Une valeur ajoutée industrielle faible, des industries de soutien ou d'équipement fonctionnant à un niveau faible de leurs capacités et un poids élevé du secteur informel.
- ⇒ Un tissu industriel faiblement compétitif et fortement menacé par la mise en place d'un TEC
- ⇒ Une volonté forte de l'Etat d'appuyer le développement industriel national.



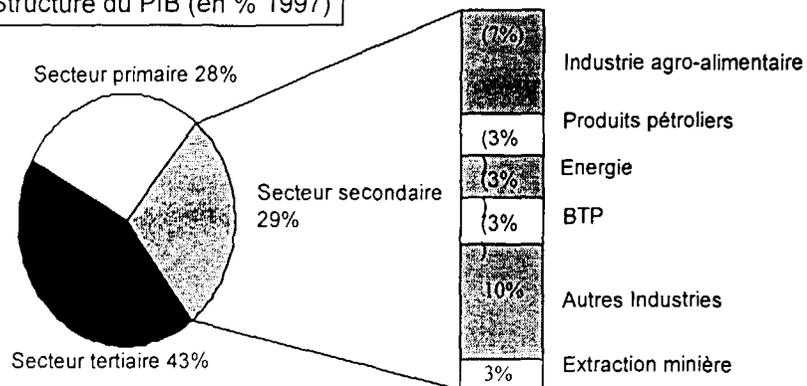
### **5 enjeux clés pour l'industrie du BURKINA FASO dans le cadre d'une Politique Industrielle Communautaire**

- ⇒ Une intégration plus marquée à l'UEMOA
- ⇒ Le renforcement de la compétitivité des entreprises et l'accroissement de la valeur ajoutée industrielle
- ⇒ Une profonde valorisation des ressources locales
- ⇒ Une dynamique renforcée du secteur privé.
- ⇒ Une attractivité accrue pour les investisseurs étrangers

**La Côte d'ivoire présente le tissu industriel le plus développé et le plus diversifié de l'UEMOA.**

**Un poids important du secteur secondaire**

Structure du PIB (en % 1997)

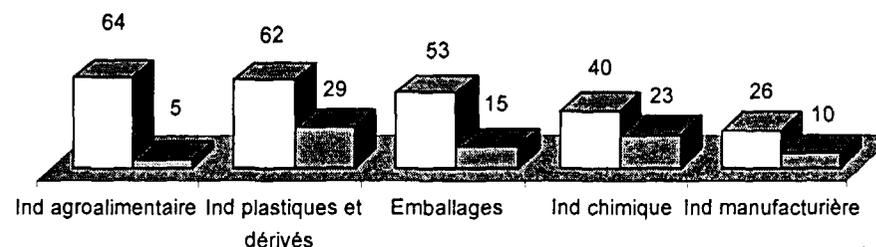


**Une particularité : une production en énergie électrique excédentaire**

➤ Longtemps importatrice en provenance du Ghana, la Côte d'Ivoire alimente aujourd'hui : le Ghana, le Togo, le Bénin.

**45% de la production industrielle sont exportés dont 21% vers les pays de l'UEMOA**

Part des exportations par filière



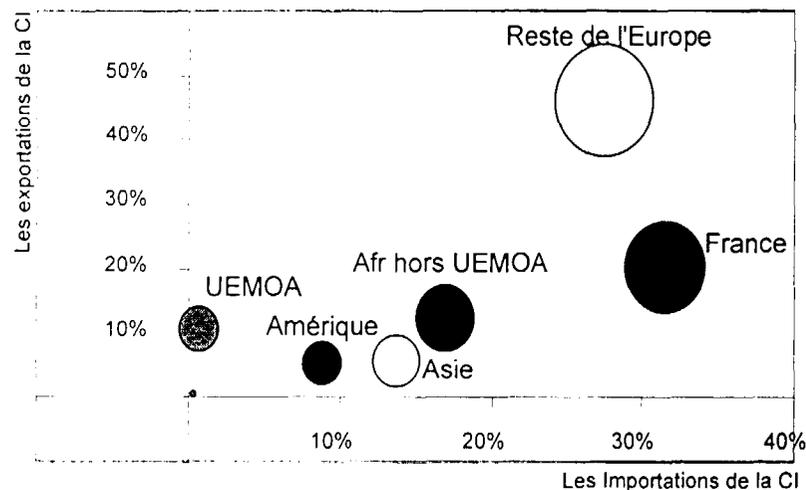
□ Part de la production exportée    ■ part exportée vers l'UEMOA

**La Côte d'Ivoire est très peu intégrée à l'Union, où elle exporte ses produits mais en importe très peu.**

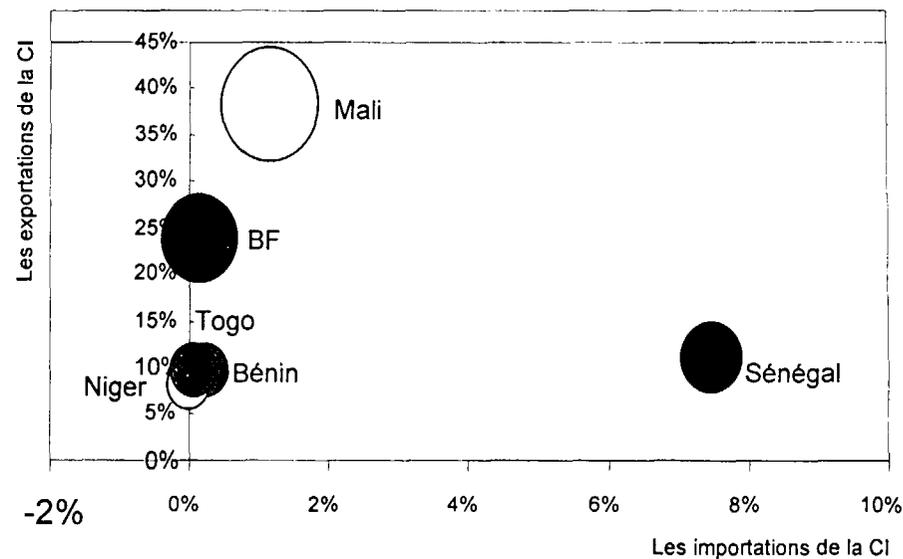
Les échanges extra communautaires sont essentiellement orientés vers l'Europe et l'Afrique hors UEMOA

La part des biens importés dans le total des importations de la Côte d'Ivoire représente à peine 1%. Parallèlement, la part des exportations ivoiriennes en direction des autres pays membres atteint environ 10%.

Les échanges de la CIV en 1995



Zoom sur les échanges de la Côte d'Ivoire dans l'UEMOA en 1995

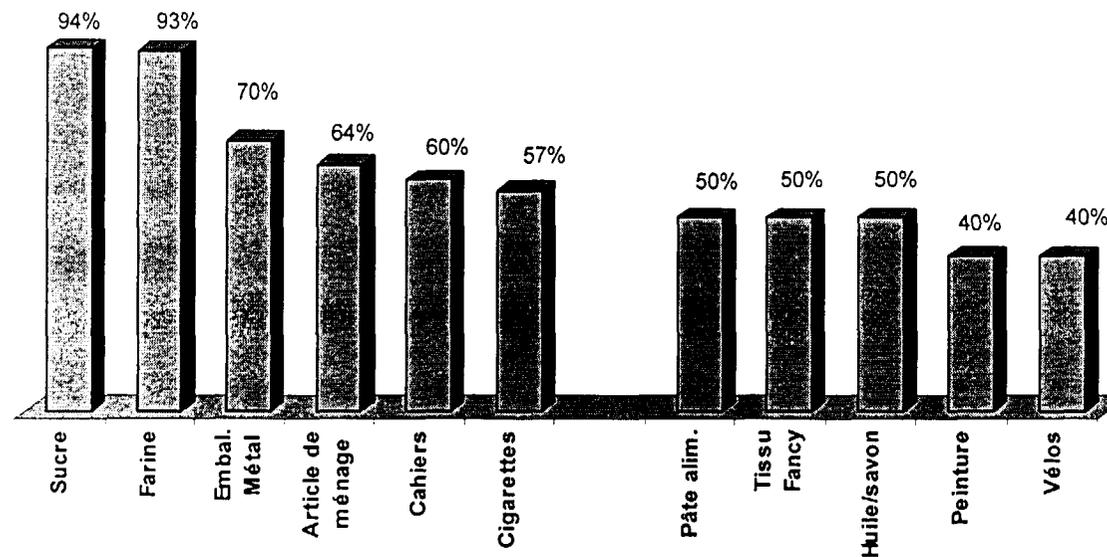


Sources : Programme d'appui régional à l'intégration des pays de l'UEMOA 1996

**Ses capacités industrielles sont souvent plus utilisées que dans les autres pays de l'UEMOA, mais qui restent sous optimisées.**

- La plus grande partie des filières tournent à plus de 50%.
- Les capacités les plus faiblement utilisées concernent encore une fois les industries de soutien ou d'équipement (peinture, vélos)

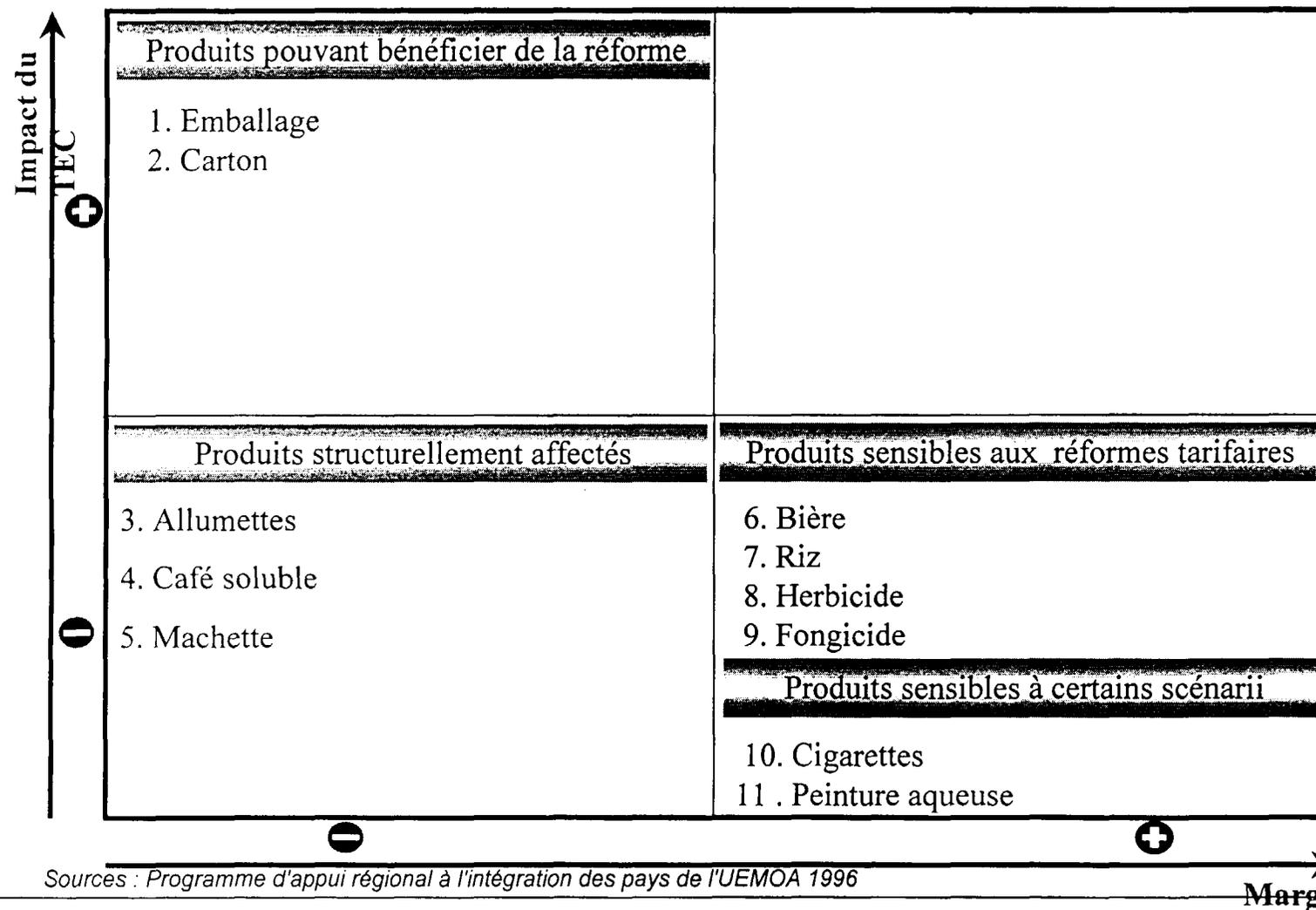
Taux d'utilisation des capacités dans l'industrie ivoirienne en 1996



Source: UEMOA: "Projet d'orientation en vue de la définition d'une politique industrielle commune" (1997).

**L'impact du TEC sur le tissu industriel ivoirien apparaît limité et variable.**

- Quelques produits pourraient voir leur compétitivité améliorée (les activités de soutien)
- Certains produits pourraient voir leur compétitivité se détériorer (produits de consommation courante, intrants agricoles, ...)
- Par contre, quelques rares secteurs apparaissent structurellement non compétitives.



*La Côte d'Ivoire a élaboré une stratégie de développement industriel ciblée et une politique d'appui fortement axée sur une amélioration de l'environnement et des infrastructures.*

Une politique en matière d'industrialisation visant à accroître le taux et le niveau de transformation des produits agricoles et miniers et à passer d'un niveau d'exportation de 40% de la production en 1993 à 80% en 2000.

### Les filières prioritaires

1. Développement des oléagineux (Coco)
2. Fruits et légumes
3. Coton
4. Matériaux de construction
5. Céréales
6. Mécanique
7. Emballage
8. Bois
9. Cacao/Café
10. Produits pharmaceutiques
11. Caoutchouc
12. Chimie agricole

### Les politiques d'accompagnement

1. Amélioration des procédures
2. Assouplissement de la réglementation du marché du travail
3. Libéralisation des marchés et des prix
4. Suppression de réglementations trop contraignantes

## ***Constats globaux et enjeux de la Politique Industrielle Communautaire***

### **3 Constats globaux**

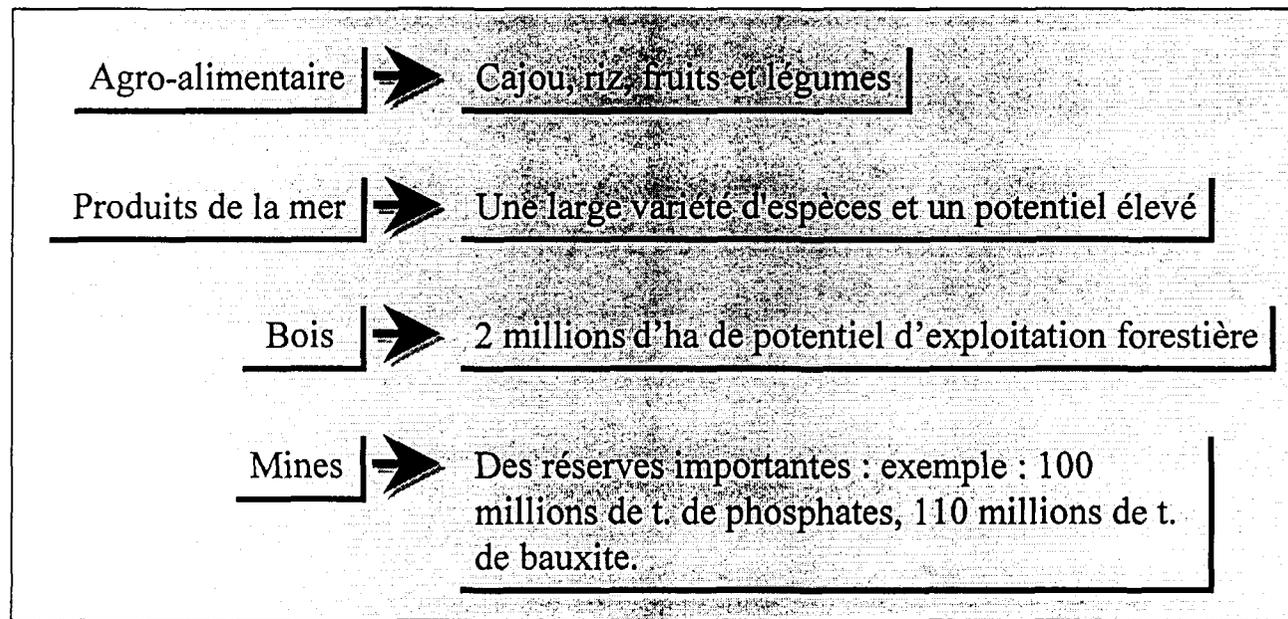
- ⇒ Le plus haut niveau d'industrialisation de l'UEMOA et une stratégie volontariste basée sur une pleine valorisation des nombreuses ressources locales (agro-alimentaire, énergie,...)
- ⇒ Une faible intégration à l'UEMOA, où la Côte d'Ivoire exporte beaucoup mais importe peu.
- ⇒ Un tissu industriel moyennement compétitif, qui n'optimise pas toujours ses capacités faute d'un marché national suffisamment large (exemples : peinture, vélos,...)



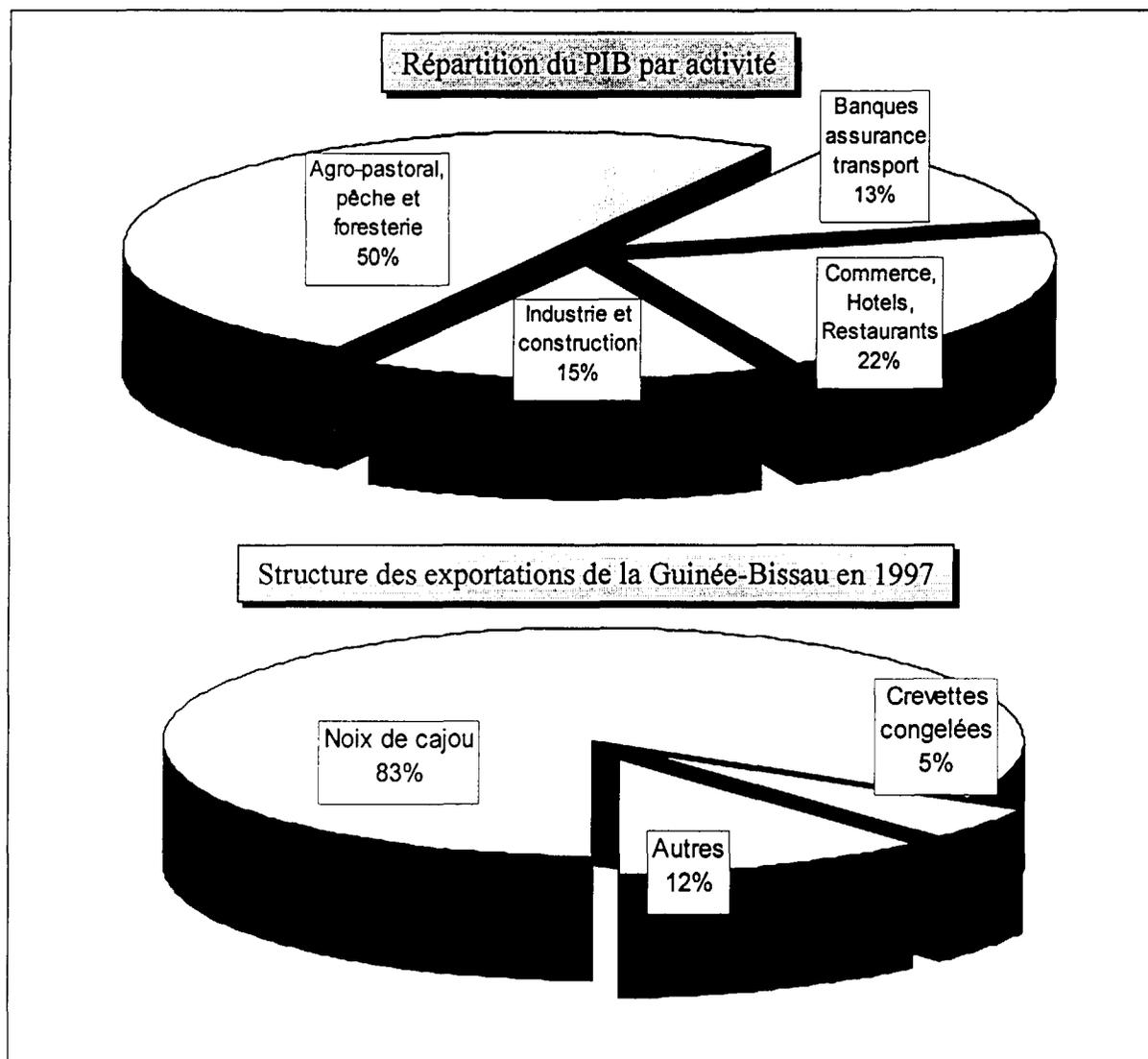
### **5 enjeux clés pour l'industrie de la Côte d'Ivoire dans le cadre d'une Politique Industrielle Communautaire**

- ⇒ Valoriser pleinement les ressources locales
- ⇒ Disposer d'un marché national élargi, notamment dans les industries de soutien
- ⇒ Renforcer la compétitivité des industries
- ⇒ Dans certains domaines, réduire les coûts d'approvisionnement par une meilleure intégration à l'UEMOA.
- ⇒ Une attractivité accrue pour les investisseurs étrangers

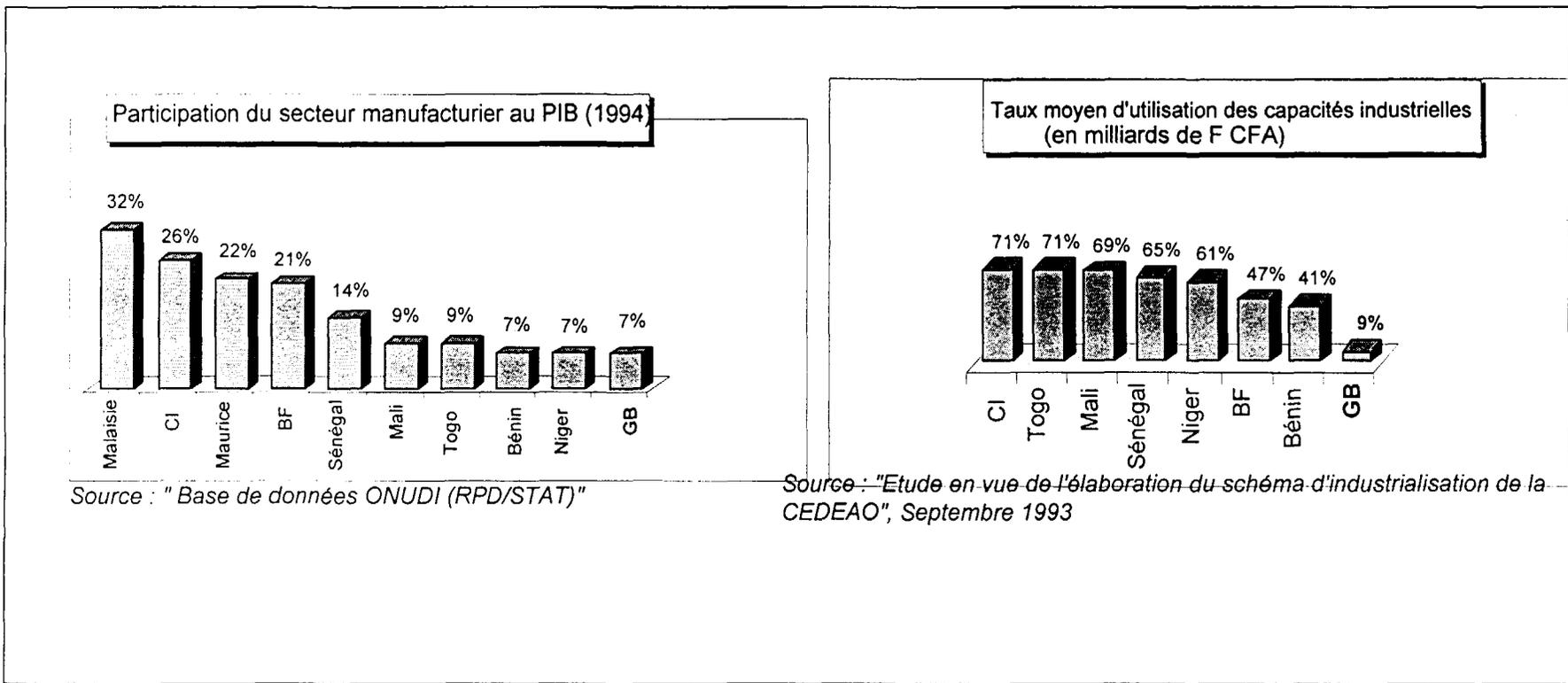
*La Guinée Bissau possède des ressources importantes, mais qui restent jusqu'ici peu exploitées.*



*Le secteur industriel est faible, le pays exportant essentiellement de la noix de cajou*



*La Guinée Bissau possède un secteur industriel embryonnaire et utilise peu ses capacités industrielles.*



*Un zoom sur les entreprises privatisées montre qu'une bonne partie du tissu industriel fonctionne au ralenti\*.*

	NOMS	SECTEURS
FERMEES	Fabrica Bambi Semapesca Fabrica leite bluff	Ind du vêtement Pêche Ind laitière
ARRETEES	Silo diata Rodofluvial Folbi	Transport et services Bois Industrie
AU RALENTI	Armazens de povo AEGA (Nô Comput) Maca Gemsa Guimétal Socotram Guinave Navipesca Pesca Biombo Pescarde Bubaque Complexo Frogorifico de Bolola	Distribution BTP Bois Bois Bois Ind mécaniq/réparation Ind mécaniq/réparation Pêche Pêche Pêche Pêche
FONCTION- NEMENT NORMAL	Fabrica de spuma Cicer Suinave Dicol (Shell) GuineGas	Industrie plastique Brasserie Entreprise avicole Distribution pétrolière Gaz

\* Février 1998

## **Constats globaux et enjeux de la Politique Industrielle Communautaire**

### **6 Constats globaux**

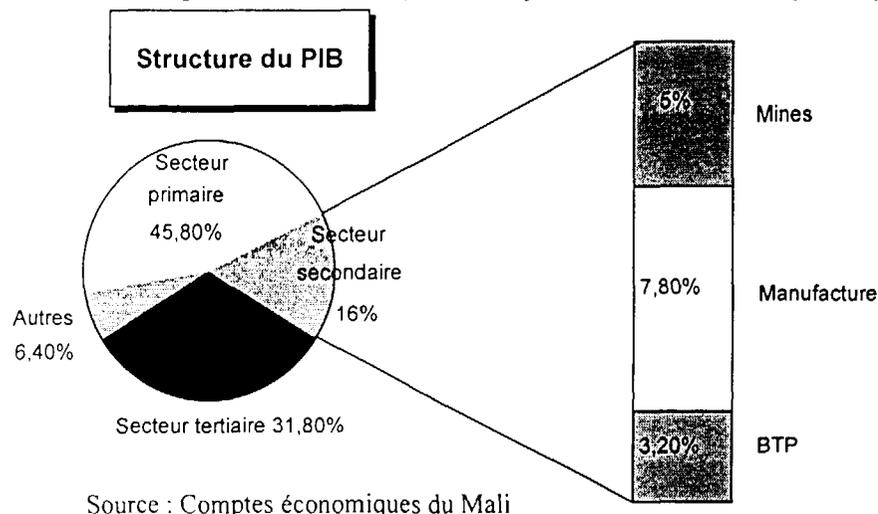
- ⇒ Un gros potentiel dans l'agro-alimentaire, dans le bois et dans la pêche
- ⇒ Un tissu industriel extrêmement réduit et peu diversifié, basé essentiellement sur quelques conserveries de pêche et la transformation de bois
- ⇒ Un équipement industriel vétuste, et probablement endommagé
- ⇒ Une culture industrielle faible, qui se traduit par l'absence de compétences techniques
- ⇒ Un marché national très faible (1,1 million d'habitants)
- ⇒ Des infrastructures et des activités de soutien quasi inexistantes



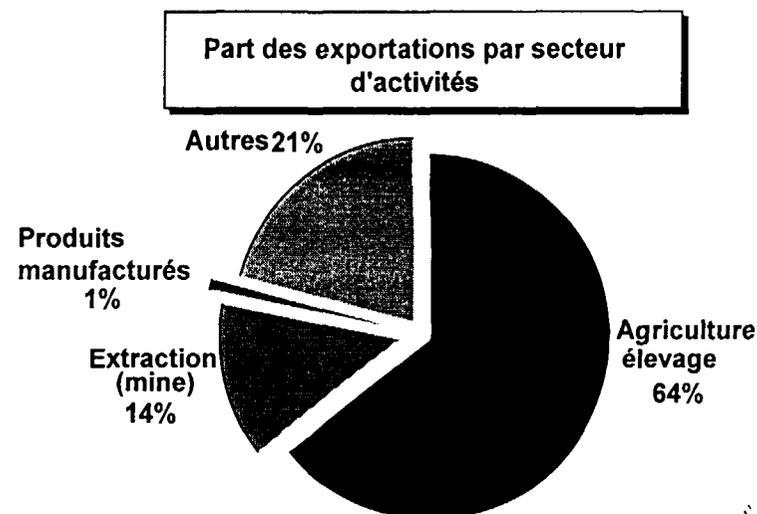
### **4 enjeux clés pour l'industrie de la Guinée-Bissau dans le cadre d'une Politique Industrielle Commune**

- ⇒ Un partenariat régional et international permettant un transfert de compétences et de savoir-faire technique
- ⇒ Des débouchés plus importants pour la production locale
- ⇒ L'attrait d'investisseurs visant un marché régional large
- ⇒ Des sources d'approvisionnement pour accompagner le développement des industries

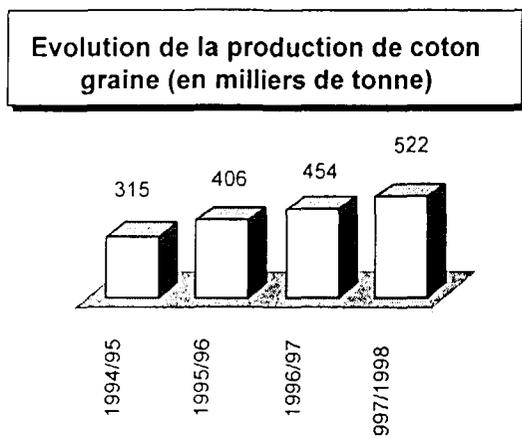
**L'industrie malienne est très faible, l'économie reposant essentiellement sur l'exploitation des matières premières (coton) et minières (l'or).**



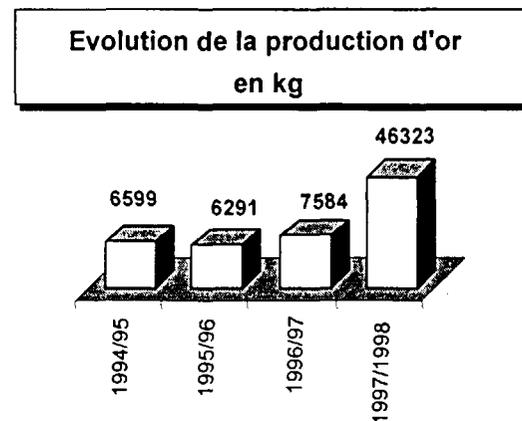
Des exportations industrielles représentant moins du cinquième des exportations totales



Coton : des niveaux de production record grâce à la modernisation et l'extension des capacités d'égrenage



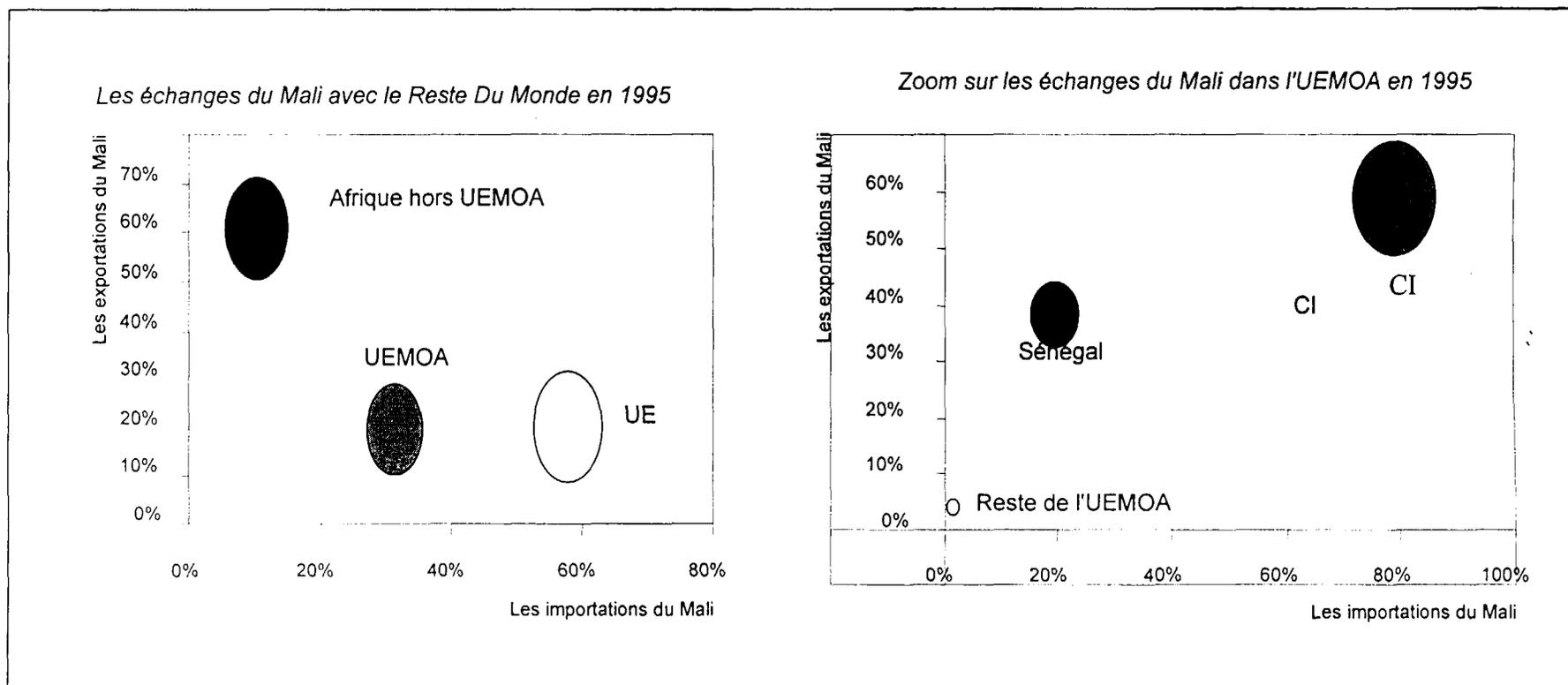
Une production qui a doublé grâce à l'exploitation de nouvelles mines\*



Source : La zone franc, rapport annuel 1997, secrétariat du comité monétaire de la ZF

\* mine d'or de sadiola, située au sud de kayes, exploitée par un groupe Sud africain

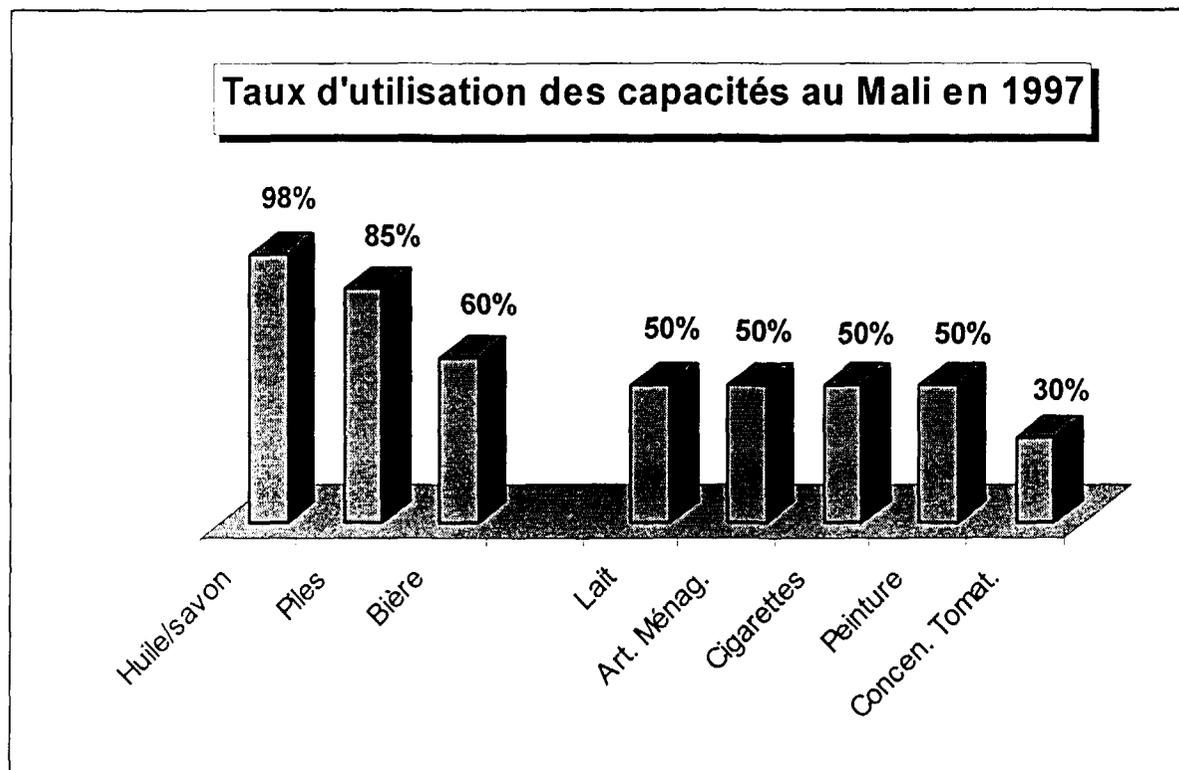
**Le Mali échange fortement avec la Côte d'Ivoire et le Sénégal, mais quasiment pas avec les autres pays de l'UEMOA.**



Sources : Programme d'appui régional à l'intégration des pays de l'UEMOA 1996

## Les capacités industrielles sont largement sous utilisées

➤ Le fonctionnement du secteur des piles (qui exportent dans la sous-région) démontre cependant la possibilité de maintenir au Mali des filières compétitives grâce à une bonne gestion.



Source: UEMOA: " *Projet d'orientation en vue de la définition d'une politique industrielle commune*" (1997).

***L'Etat a identifié 8 filières et une multitude de mécanismes d'appui et d'accompagnement, sans véritable priorisation.***

### Les filières prioritaires

1. Oléagineux
2. Fruits et légumes
3. Cuirs, Peaux, Lait, viande
4. Matériaux de construction
5. Céréales
6. Canne à sucre
7. Poisson
8. Culture industrielle (Thé, Tabac)

### Les politiques d'accompagnement

1. La valorisation des ressources locales
2. Le soutien à la production agricole
3. La consolidation du tissu existant
4. La promotion des PMI à travers des programmes d'appui, des manifestations commerciales
5. La promotion des exportations
6. Le renforcement du cadre d'appui au secteur privé (financement, organisations professionnelles, services publics)
7. La création d'un Centre national de promotion des investissements (CNPI)
8. La création d'une agence pour la promotion de l'entreprise privée (APEP), en complément de la chambre de commerce

Source : Projet d'orientation en vue de la définition d'une politique industrielle commune au sein de l'UEMOA. Commission 1997

## **Constats globaux et enjeux de la Politique Industrielle Commune**

### **6 Constats globaux**

- ⇒ Un tissu industriel faible
- ⇒ Des capacités industrielles sous-utilisées
- ⇒ Des ressources locales limitées et faiblement valorisées, notamment le coton et le bétail
- ⇒ Une faible compétitivité du tissu industriel et des risques de désindustrialisation en cas de création rapide d'un marché régional concurrentiel
- ⇒ Un appui limité de l'Etat, résultat d'une politique industrielle peu ciblée

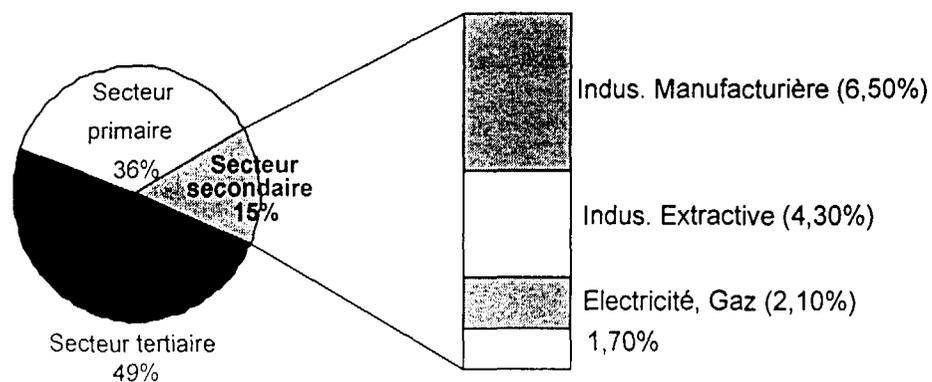
- ⇒ Cependant, des atouts dans le cadre d'une concurrence régionale
  - Un coût de main d'œuvre relativement faible
  - Quelques ressources abondantes (coton, bétail, or)
  - Des exemples de réussite et de compétitivité au sein d'un secteur privé relativement dynamique.

### **3 enjeux clés pour l'industrie du Mali dans le cadre d'une Politique Industrielle Communautaire**

- ⇒ Malgré la concurrence régionale, le maintien et le développement du tissu industriel grâce à une pleine valorisation des ressources locales, notamment le bétail (ceci dans le cadre d'un appui prioritaire pour compenser les pertes éventuelles liées à une rationalisation du tissu industriel régional dans certaines filières).
- ⇒ L'accès à un marché élargi pour les produits primaires ou intermédiaires
- ⇒ Une attractivité accrue pour les investisseurs étrangers.

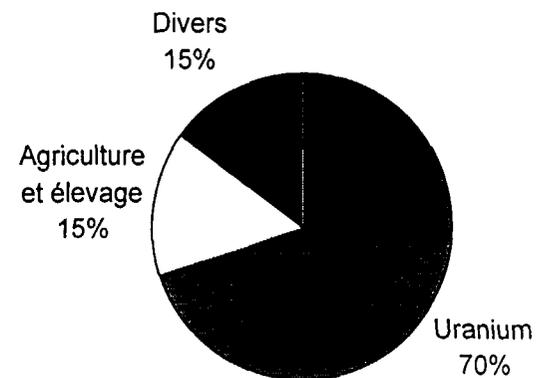
### L'industrie du Niger est, avec la Guinée Bissau et le Mali, une des plus faibles de l'UEMOA

L'industrie manufacturière est embryonnaire



Source : Comptes économiques de la nation, Mars 1997

Une forte concentration des exportations sur un nombre réduit de produits: L'uranium, les animaux et les oignons représentent 94% des exportations



Source : Direction des Douanes

***L'économie nigérienne est fortement orientée vers le Nigeria et l'Union Européenne***

➤ Une part relative des pays de l'UEMOA dans les exportations totales

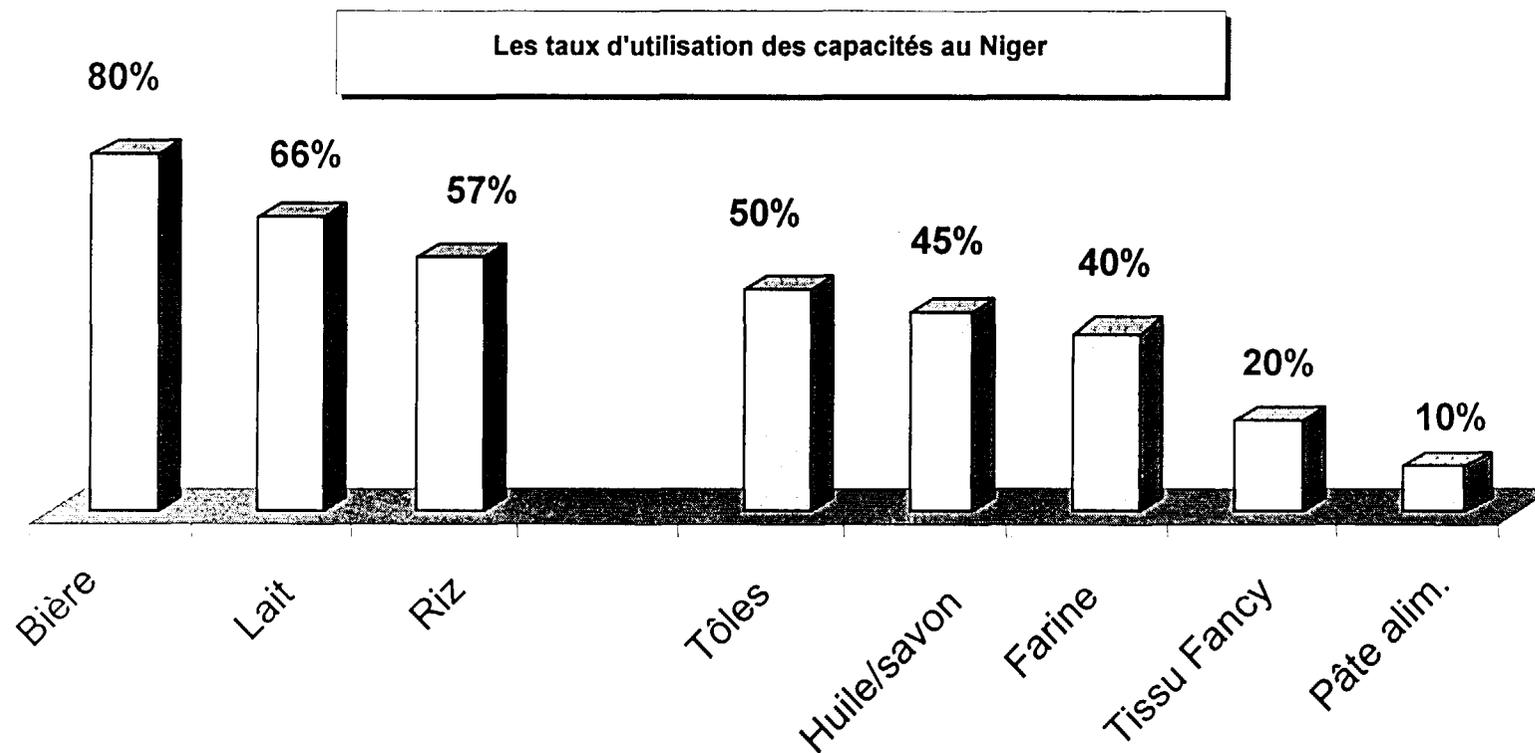
	<b>Importations</b>	<b>Exportations</b>
CEDEAO hors UEMOA*	12,5%	21,5%
<b>UEMOA</b>	<b>12,5%</b>	<b>5,5%</b>
OCDE	47%	62%
Autres	28%	11%

Source : Comptes économiques de la nation, Mars 1997

\*essentiellement le Nigeria

## *Les faibles capacités sont souvent largement sous utilisées*

➤ Le taux moyen d'utilisation est de 46% et plus de 2/3 des filières tournent à moins de 50%.



Source: UEMOA: "Projet d'orientation en vue de la définition d'une politique industrielle commune" (1997).

## *Les principaux axes de politique industrielle*

3 domaines prioritaires ont été définis avec des mécanismes d'accompagnement peu ciblés.

### **Les filières prioritaires**

1. Produits animaux
2. Matériaux de construction
3. Agro-industrie

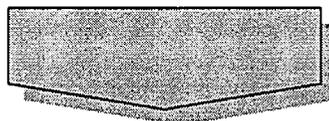
### **Les politiques d'accompagnement**

1. La réduction des coûts de l'énergie
2. L'allègement du coût de la fiscalité
3. L'accès à l'information industrielle
4. Le développement du concept de qualité
5. La redynamisation des structures d'encadrement
6. La création des structures et mécanismes d'accompagnement financier aux projets industriels
7. La réhabilitation des entreprises
8. La mise en place d'un environnement institutionnel, légal et réglementaire incitatif
9. La promotion des PME
10. Le renforcement des capacités managériales et technologiques
11. La valorisation des ressources humaines

## Constats globaux et enjeux de la Politique Industrielle Communautaire

### 5 Constats globaux

- ⇒ Un tissu industriel extrêmement faible.
- ⇒ Une faible valorisation des ressources. En particulier, le bétail est essentiellement exporté sur pied.
- ⇒ Des capacités industrielles faibles et sous-utilisées.
- ⇒ Etant donné la faible attractivité du tissu économique, des risques de désindustrialisation dans le cadre d'une rationalisation du tissu industriel régional suite à la mise en place d'une politique régionale concurrentielle dans certaines filières..
- ⇒ Une politique industrielle à faible impact car peu ciblée.



### 4 enjeux clés pour l'industrie du NIGER dans le cadre d'une Politique Industrielle Communautaire

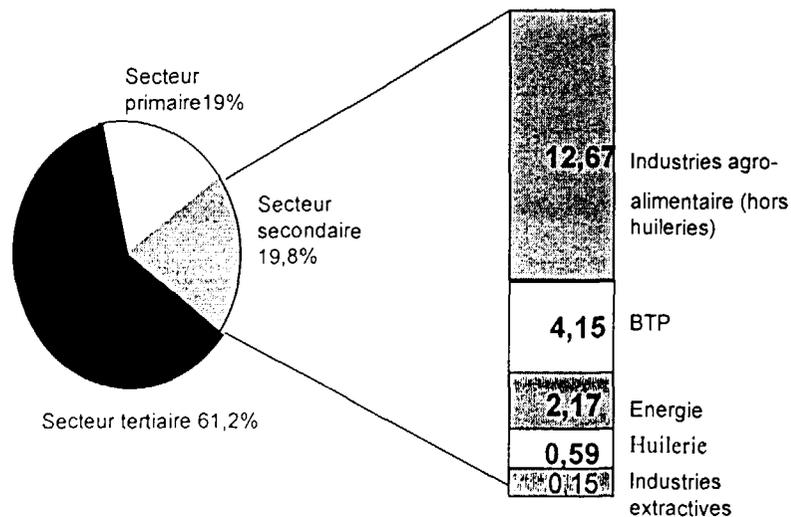
- ⇒ Malgré la concurrence régionale, le maintien et le développement du tissu industriel, grâce à une pleine valorisation des ressources locales, notamment le bétail.
- ⇒ L'accès pour les produits nigériens à un marché élargi
- ⇒ Le positionnement comme plate-forme de pénétration du vaste marché nigérian.
- ⇒ Une attractivité accrue pour les investisseurs étrangers .

**Un secteur industriel moyennement développé, reposant fortement sur l'agro-alimentaire.**

Plus de 60% du PIB du secteur secondaire provient des industries alimentaires

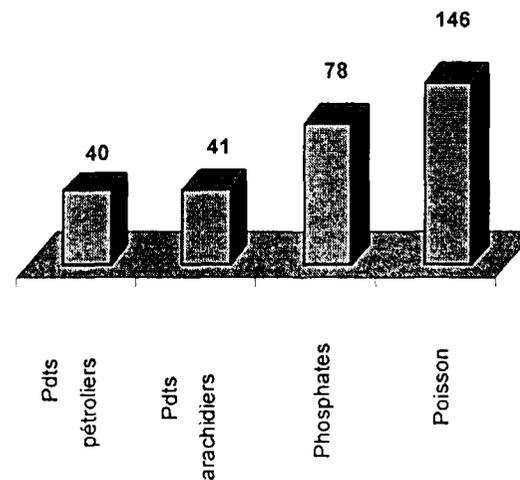
4 produits représentent 60% du montant total des exportations en 1996

**Structure du PIB en pourcentage (1997)**



Sources: Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan Sénégal  
Rapport zone franc 1997

**Les principaux produits exportés (en milliards de F CFA, 1996)**

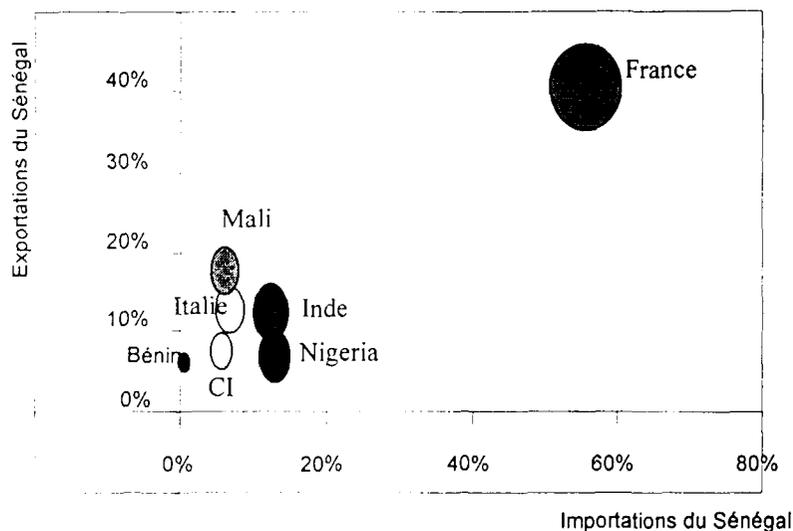


Sources: Direction générale des douanes Dakar, Balance des paiements FMI

**Le Sénégal est fortement extraverti (vers la France), les échanges avec l'UEMOA se limitant essentiellement au Mali et à la Côte d'Ivoire.**

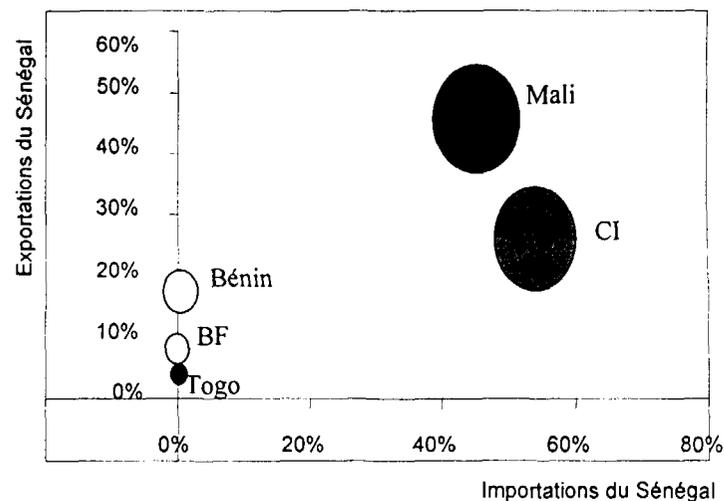
La France demeure de loin le 1er client et fournisseur du Sénégal. L'Inde, le Nigéria et l'Italie sont également comme des partenaires importants.

Les échanges du Sénégal avec le reste du Monde en 1995



Deux partenaires clés dans l'Union: la Côte d'Ivoire et le Mali.

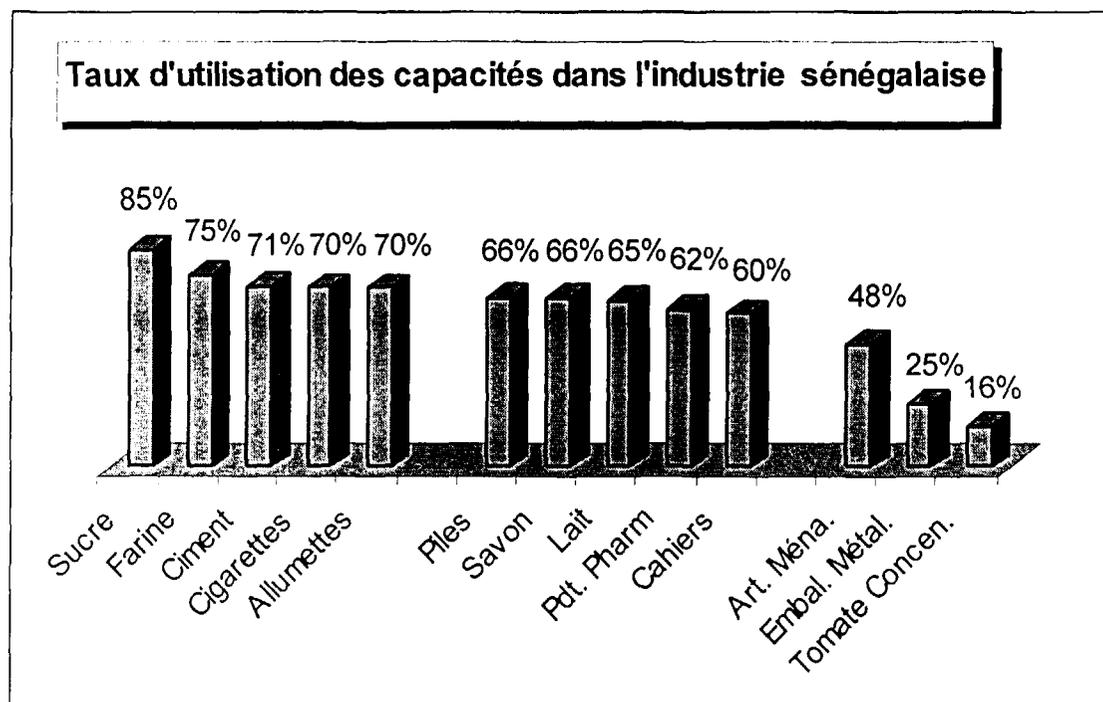
Zoom sur les échanges du Sénégal avec quelques pays de l'UEMOA en 1995



Source : Direction des douanes de Dakar

**Comme la Côte d'Ivoire, les capacités industrielles sont souvent mieux optimisées que dans les autres pays de l'UEMOA, mais restent faibles dans certains secteurs.**

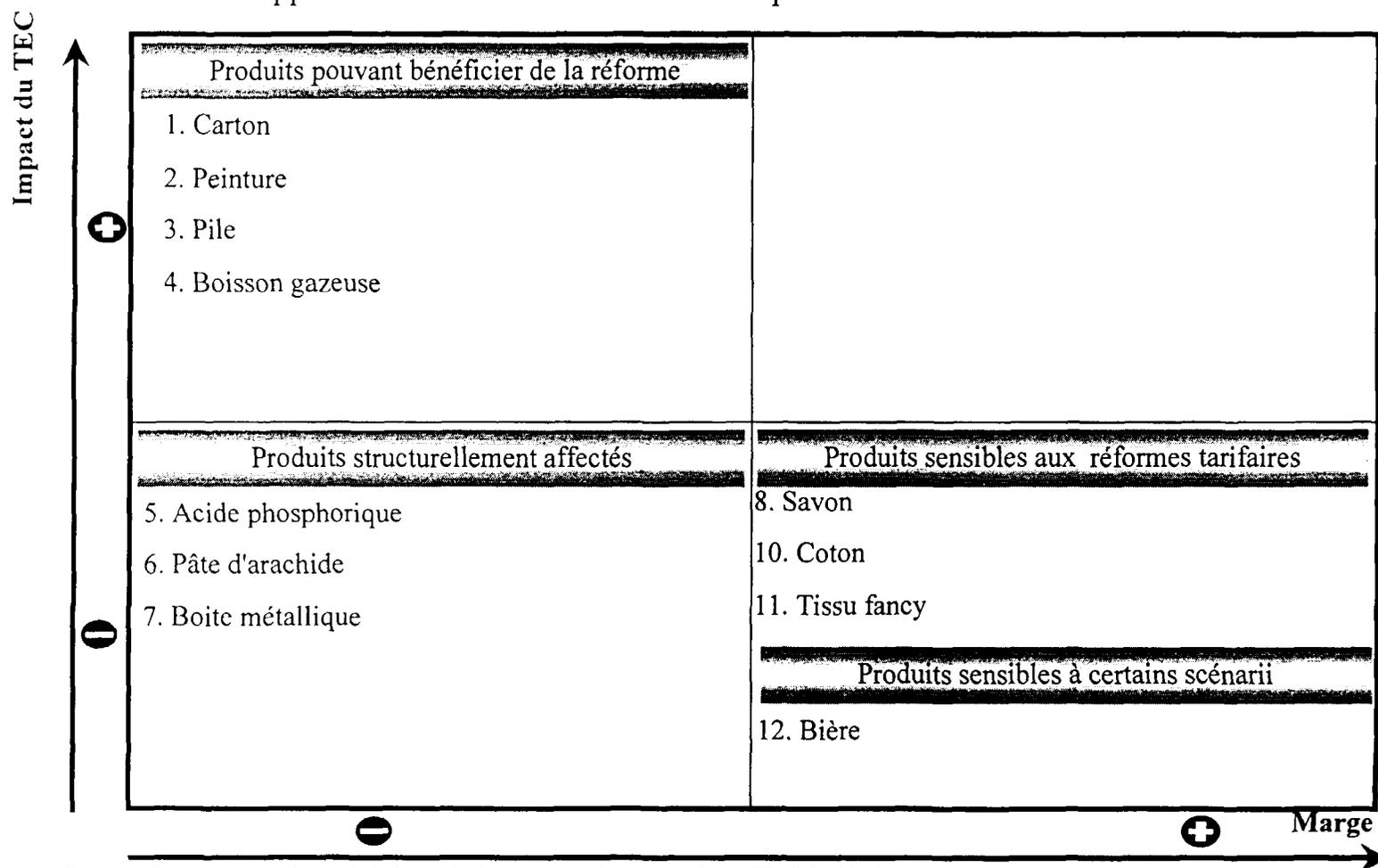
- En 1996, le taux moyen d'utilisation des capacités se situe à 60%.
- Les faibles taux d'utilisation des capacités sont liés à des problèmes de débouchés (emballages) ou d'approvisionnement (tomate industrielle)
- Plusieurs grandes entreprises jouissent d'une situation de monopoles ou d'une faible concurrence (sucre, ciment,...)



Source: UEMOA: "Projet d'orientation en vue de la définition d'une politique industrielle commune" (1997).

**L'impact du TEC sur l'industrie apparaît relativement équilibré entre les secteurs menacés et ceux potentiellement favorisés.**

- Les industries de soutien devraient généralement renforcer leur compétitivité
- Par contre, certains produits textiles et de consommation (savon, bière) pourraient voir leur situation compétitive se déterminer <sup>dire ?</sup>
- D'autres secteurs apparaissent structurellement non compétitives



Source : Programme d'appui régional à l'intégration des pays de l'UEMOA, 1996

## ***Les principaux axes de politique industrielle***

**La politique industrielle se caractérise par l'absence d'objectifs stratégiques et de plan d'actions à moyen terme, malgré la mise en place de divers mécanismes d'appui au secteur privé.**

### **Les filières prioritaires**

- ❶ Arachide
- ❷ Fruits et légumes
- ❸ Coton
- ❹ Pêche

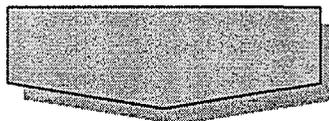
### **Les politiques d'accompagnement**

- ❶ Création d'un certain nombre de structures d'appui au secteur privé et de réflexion sur l'environnement des affaires dans le cadre d'un vaste Projet d'appui au Secteur Privé: le GRCC (Groupe de Réflexion sur la Compétitivité et la Croissance), le FSP (Fondation, Secteur Privé), le CRJ (Comité de Réforme de la Justice), le FPE.
- ❷ Définition d'un programme d'Orientation pour l'Industrialisation du Sénégal (PRISE) pour la valorisation des ressources naturelles (minières, agricoles et halieutiques)

## ***Constats globaux et enjeux de la Politique Industrielle Commune***

### **5 Constats globaux**

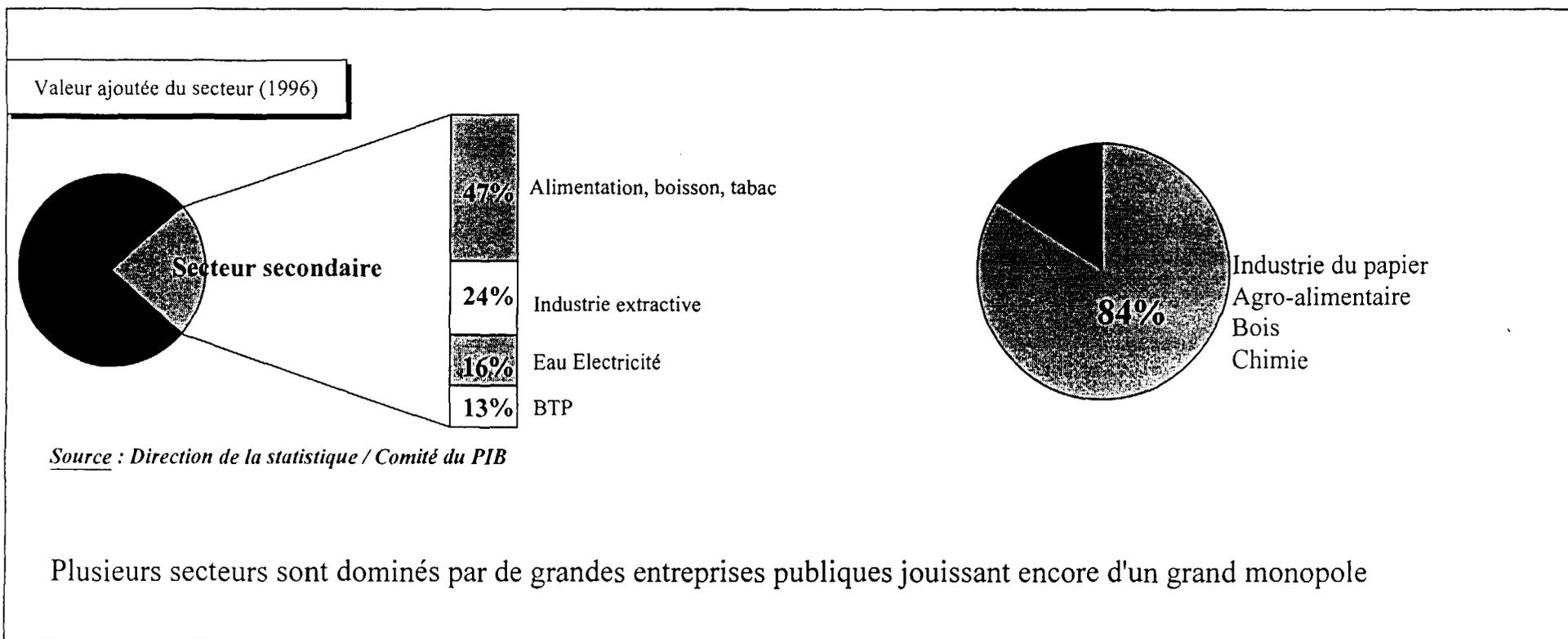
- ⇒ Un niveau d'industrialisation moyen , mais un tissu industriel encore faible et reposant essentiellement sur l'agro alimentaire, avec une part prépondérante d'entreprises en situation de monopole
- ⇒ Une économie fortement extravertie
- ⇒ Des capacités de production relativement optimisées
- ⇒ Une situation concurrentielle différenciée selon les secteurs, le TEC favorisant le renforcement de certains secteurs (généralement des activités de soutien) et l'affaiblissement d'autres secteurs (généralement des industries de consommation)
- ⇒ Un impact limité de la politique industrielle, malgré des mécanismes d'appui importants



### **4 enjeux clés pour l'industrie du Sénégal dans le cadre d'une Politique Industrielle Commune**

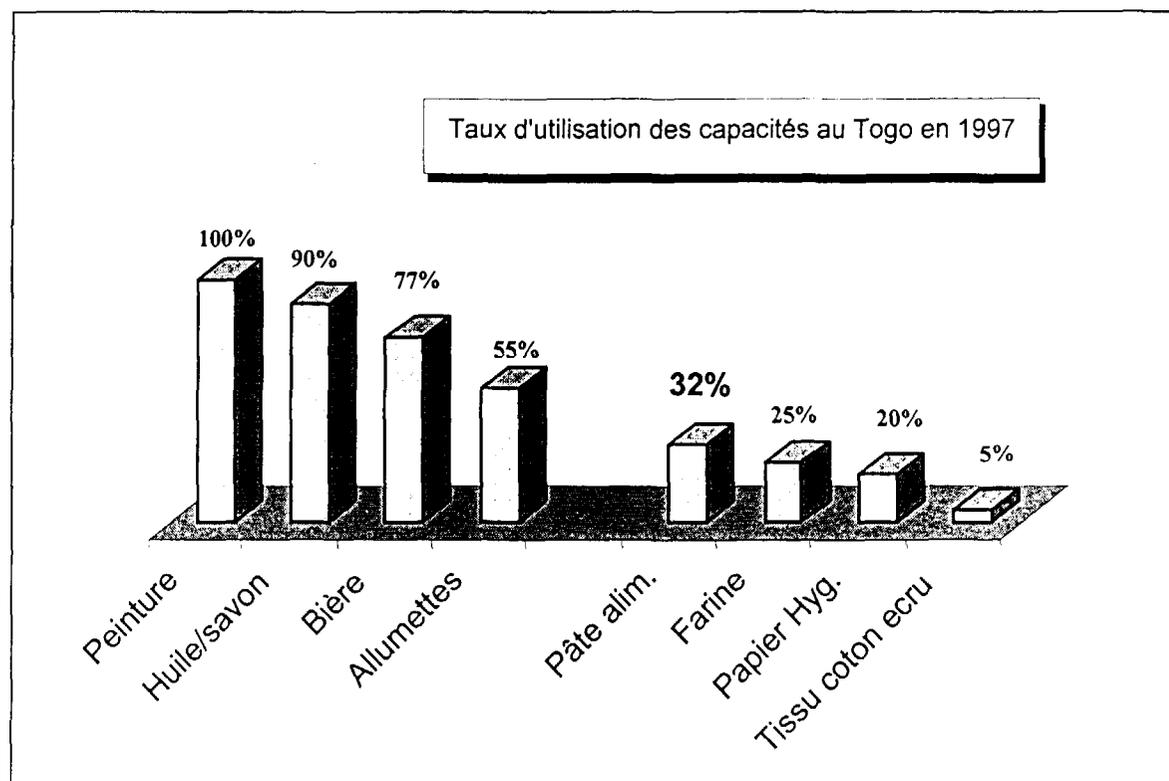
- ⇒ Le renforcement de la compétitivité du tissu industriel, notamment par l'accès à un marché élargi et concurrentiel
- ⇒ La densification du tissu économique, notamment par une meilleure valorisation des ressources locales et le développement des activités de soutien.
- ⇒ La diversification des débouchés, notamment par une intégration accrue au marché régional
- ⇒ Une attractivité accrue pour les investisseurs étrangers

### Un tissu industriel faible dominé par l'agro-alimentaire



## Les capacités industrielles sont faiblement utilisées

➤ Plusieurs industries fonctionnent entièrement au ralenti, avec des capacités utilisées à moins d'un tiers (ceci est particulièrement le cas des entreprises hors zone franche).

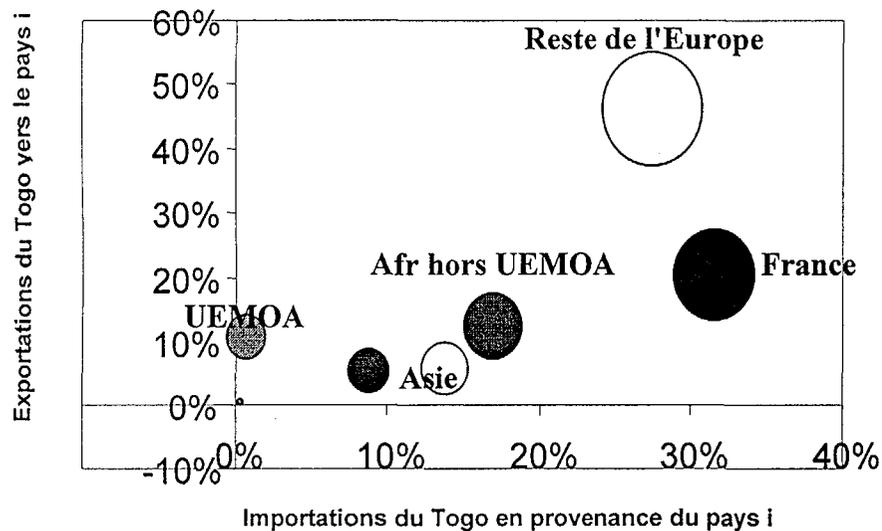


Source: UEMOA: "Projet d'orientation en vue de la définition d'une politique industrielle commune" (1997).

**Le Togo est très peu intégré à l'UEMOA, en dehors de la Côte d'Ivoire et du Bénin**

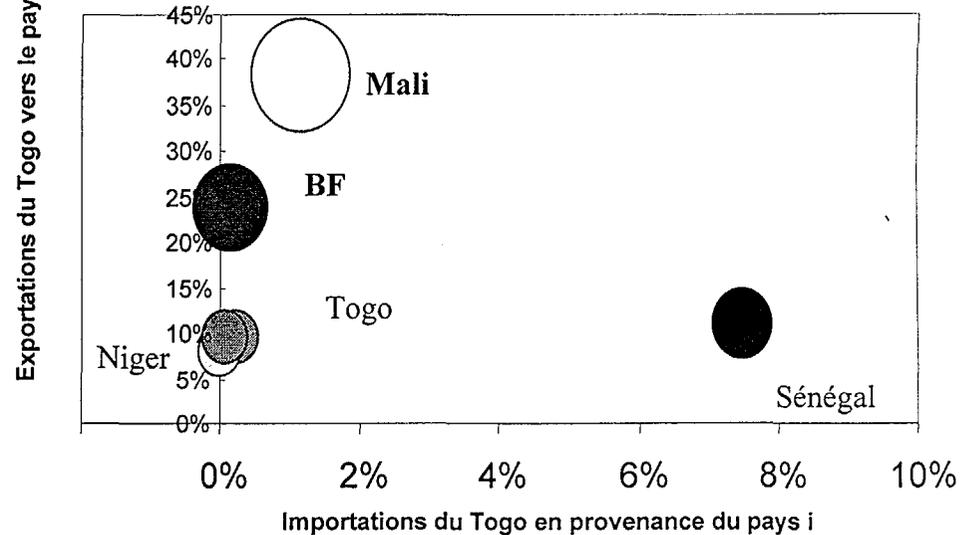
La plus grande part des échanges se fait avec l'Union Européenne.

Les échanges du Togo en 1995



Seuls le Bénin et la Côte d'Ivoire réalisent une part significative des importations togolaises.

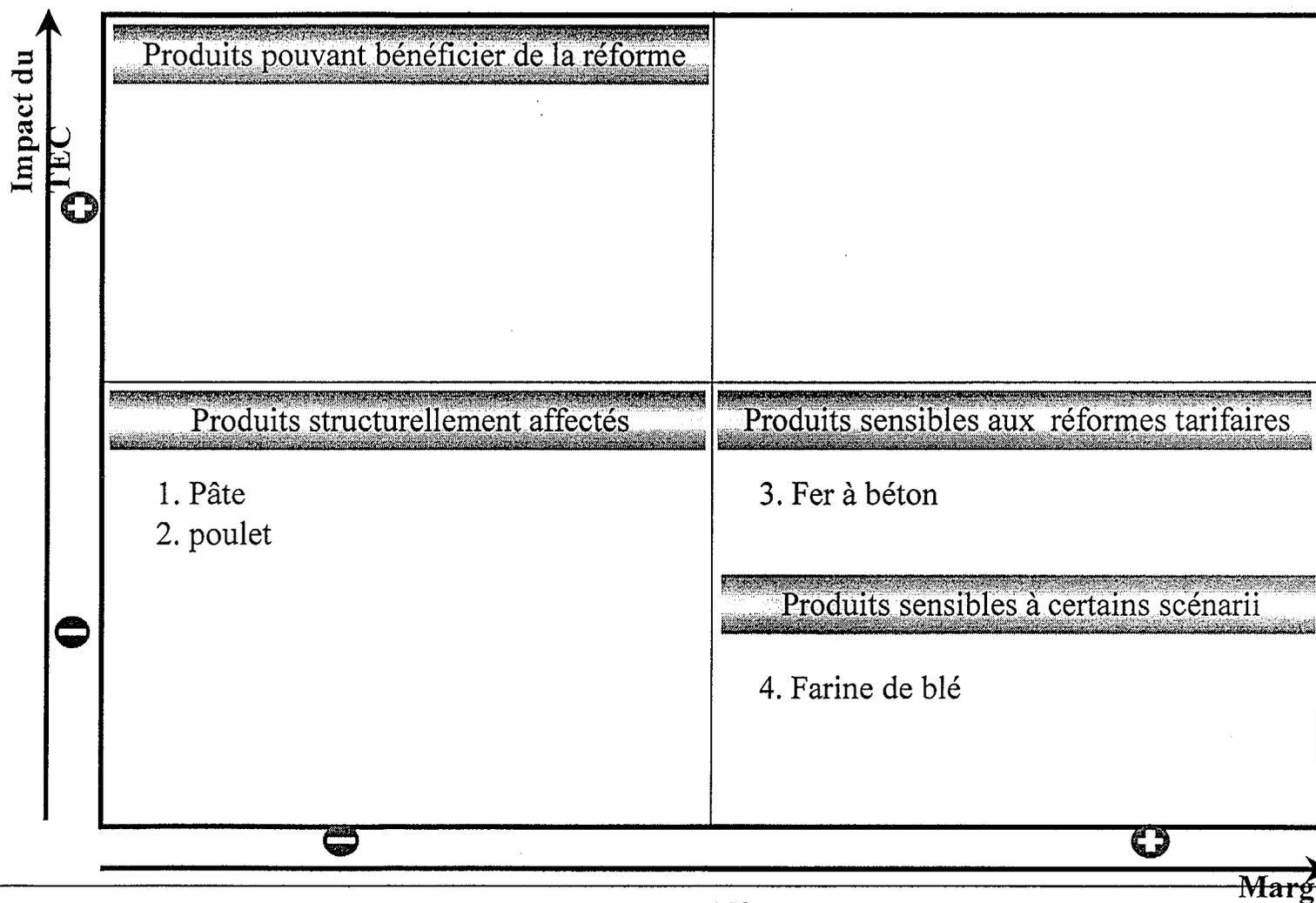
Les échanges du Togo dans l'UEMOA en 1995



\*Les échanges intra communautaires représentent 07% des échanges totales du pays en dehors du commerce informel.

**Les impacts du TEC sur le tissu industriel apparaissent très limités.**

- Certains produits alimentaires sont structurellement non compétitifs
- Seuls le fer à béton et la farine pourraient voir leur compétitivité actuelle dégrader par le TEC.



## ***Les principaux axes de politique industrielle***

**Une politique industrielle est esquissée sur le papier, mais n'est pas encore finalisée ni mise en œuvre.**

### **Les filières prioritaires**

1. Oléagineux
2. Fruits et légumes
3. Coton
4. Peintures, Ciment, Briques et marbres
5. Produits vivriers
6. Ouvrages en métaux
7. Emballage
8. Calcaire
9. Détergents, Plastique

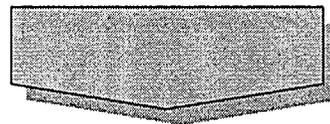
### **Les politiques d'accompagnement**

1. Création d'un fonds de soutien à l'investissement
2. Création d'une structure d'appui aux restructurations et à la recherche innovation
3. Mise en œuvre effective des structures d'information de coordination et de concertation
4. Elaboration de politiques sectorielles de crédit

## **Constats globaux et enjeux de la Politique Industrielle Commune**

### **5 Constats globaux**

- ⇒ Un tissu industriel faible et largement sous-utilisé
- ⇒ Une faible intégration à l'UEMOA
- ⇒ Un tissu industriel faiblement compétitif, marqué par le poids important de quelques grandes entreprises d'Etat ou récemment privatisées, mais souvent en situation de monopole
- ⇒ Un impact limité du TEC sur le tissu industriel
- ⇒ Des ressources agricoles faiblement valorisées (fruits et légumes, café, ... )



### **4 enjeux clés pour l'industrie du Togo dans le cadre d'une Politique Industrielle Commune**

- ⇒ La diversification du tissu industriel, malgré l'impact négatif de la concurrence régionale dans certains secteurs
- ⇒ La diversification des débouchés, notamment pour l'accès au marché élargi de l'UEMOA
- ⇒ Une meilleure valorisation des ressources agricoles
- ⇒ Une attractivité accrue pour les investisseurs étrangers

## SYNTHESE : 8 CONSTATS MAJEURS

- ① En dehors de la Côte d'Ivoire, et dans une certaine mesure du Sénégal et du Burkina, les pays de l'UEMOA sont très faiblement industrialisés
- ② L'ensemble des pays valorisent encore très peu leurs ressources
- ③ En dehors de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, l'ensemble des pays utilisent très peu leurs capacités industrielles
- ④ Les industries de soutien pâttissent dans l'ensemble des pays d'un marché national trop étroit
- ⑤ Dans la plupart des pays, quelques grandes entreprises (privées ou publiques) jouissent encore d'une situation de monopole ou de quasi monopole dans leur secteur. De ce fait, le caractère stimulant de la concurrence n'opère pas pour plusieurs grandes entreprises de l'UEMOA, qui apparaissent assez fragiles face à une véritable concurrence internationale
- ⑥ Les économies des pays de l'UEMOA sont peu intégrées. Par ailleurs, leurs débouchés à l'exportation sont très peu diversifiés
- ⑦ La Côte d'Ivoire et le Sénégal apparaissent mieux placés que les autres pays de l'UEMOA face à une rationalisation progressive du tissu industriel de la zone. A l'opposé, le Mali et le Niger, et dans une moindre mesure le Togo, le Bénin et le Burkina, apparaissent plus menacés
- ⑧ En dehors de la Côte d'Ivoire, aucun pays n'a encore défini une véritable stratégie industrielle, basée sur les objectifs stratégiques et une stratégie à moyen/ long terme déclinée en plan d'actions

## **La mise en place d'une Politique Industrielle Communautaire présente des enjeux largement partagés pour l'ensemble des pays de l'UEOMA et quelques enjeux spécifiques pour les pays les moins industrialisés**

### **➤ Des enjeux communs à tous les pays de l'UEOMA**

- Développer le tissu industriel grâce à une meilleure valorisation des ressources et l'accès à un marché élargi.
- Renforcer la compétitivité des entreprises industrielle grâce à une <sup>meilleure</sup> plus utilisation des capacités et la stimulation de nouveau contexte concurrentiel au niveau régional. Ceci devrait favoriser une meilleure pénétration des marchés africains (notamment le Nigeria) et internationaux
- réduire les coûts de production par l'accès à des activités de soutien régionales disposant d'une taille critique à travers le nouveau marché régional
- Développer les partenariats et le transfert de savoir faire entre les entreprises de la zone
- Accroître l'attractivité de chaque pays pour les investisseurs internationaux

### **Des enjeux spécifiques aux pays les moins industrialisés**

- Compenser les pertes éventuelles dues à la rationalisation du tissu industriel régional par une pleine valorisation des ressources locales.

Exemples :

- ⇒ Le secteur bétail /viande pour le Niger
- ⇒ Les secteurs bétail viande, coton, céréales pour le Mali
- ⇒ la noix de cajou, le bois et la pêche pour la Guinée Bissau
- ⇒ Le coton, les céréales, l'huile de palme et les matériaux de construction pour le Bénin
- ⇒ Les fruits et légumes, les oléagineux et le café pour le Togo.

## Le diagnostic par pays fait ressortir 5 axes majeurs dans la future Politique Industrielle Communautaire

- La création d'un véritable marché régional concurrentiel
- La promotion des investissements, notamment pour la valorisation des ressources locales et le développement des activités de soutien
- Le développement des partenariats et des échanges entre les entreprises de la zone
- La mise à niveau de certaines entreprises à haut potentiel de réussite / profitabilité
- Un appui spécifique aux tissus industriels les plus fragiles dans le cadre de la rationalisation du tissu industriel régional, notamment dans les filières où il dispose de ressources naturelles ou d'avantages comparatifs (main-d'œuvre, coûts des forêts, etc. - -)